



MERCREDI 22 JANVIER 2020

« 17 septembre 2019 : début du plus grand crash économique de l'histoire de l'humanité. »

- ▶ **La Réserve fédérale admet avoir injecté plus de 6 000 milliards de dollars à Wall Street au cours des six dernières semaines** p.1
- ▶ **VIDÉO : Le méchant Juggernaut de la Fed** (Adm Taggart) p.3
- ▶ **Comment prédire l'avenir : Confessions d'une Cassandra moderne** (Ugo Bardi) p.5
- ▶ **Aujourd'hui, nous cuisinons surtout au gaz** (Tim Watkins) p.8
- ▶ **Dans le monde, plus de 90 % des ressources sont consommées sans être réutilisées** p.11
- ▶ **Les "deux menaces" face au pétrole** (Nick Cunningham) p.14
- ▶ **La production d'électricité à partir de biomasse à l'échelle de l'entreprise en Californie se limite à la combustion directe dans de petites centrales de 50 MW** (Alice Friedemann) p.16
- ▶ **Industrie en déclin : Les contribuables américains sont responsables de la faillite d'une centrale solaire-thermique géante (Crescent Dunes)** p.19
- ▶ **Nouvelle décennie, nouvelles règles** (Dmitry Orlov) p.23
- ▶ **Le Canada sur la voie de l'échec climatique** p.25
- ▶ **Les Québécois consomment de plus en plus de pétrole** p.28
- ▶ **Forum à Davos, le bal des hypocrites** (Michel Sourrouille) p.30
- ▶ **Pandémies mortelles, SRAS, H5N1, H7N9** (Michel Sourrouille) p.30
- ▶ **ÇA CRAQUE !** (Patrick Reymond) p.31

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Le monde connaîtra une hyperinflation d'un niveau inimaginable aujourd'hui ! Et cela se terminera en implosion déflationniste des actifs et des dettes !!** p.31
- ▶ **La disparition du dollar comme monnaie de réserve internationale est une certitude** p.32
- ▶ **Le tsunami de la dette pourrait bouleverser l'économie mondiale** p.33
- ▶ **Combien de temps faudra-t-il pour que les États-Unis s'effondrent ?** (Brandon Smith) p.36
- ▶ **Le conflit entre les États-Unis et l'Iran pourrait entraîner un ralentissement de la croissance mondiale, voire une récession** (Nouriel Roubini) p.39
- ▶ **La dette des États-Unis va engloutir le monde entier** p.45
- ▶ **Un monde assis sur une montagne d'endettement !** p.46
- ▶ **Si les Martiens téléportaient la foule de Davos sur une lune lointaine, qui porterait le deuil et qui applaudirait ?** (Charles Hugh Smith) p.47
- ▶ **Non les vrais taux d'intérêt ne sont pas bas, ce sont les faux taux, qui le sont.** (Bruno Bertez) p.48
- ▶ **« Pandémie et krach boursier ? »** (Charles Sannat) p.49
- ▶ **Petits comptes en pointillés de la transition écologique** (François Leclerc) p.51
- ▶ **Marchés : les robots sont aux commandes ! (2/2)** (Jim Rickards) p.53
- ▶ **Guerre commerciale et représailles** (Bill Bonner) p.54

La Réserve fédérale admet avoir injecté plus de 6 000 milliards de dollars à Wall Street au cours des six dernières semaines

Par Pam Martens et Russ Martens : 6 janvier 2020

Traduit avec www.DeepL.com/Translator

Si la Réserve fédérale cherchait un verrouillage médiatique sur les informations concernant les billions de dollars de prêts repo cumulés qu'elle a canalisés tranquillement vers les maisons de commerce de Wall Street depuis le 17 septembre de l'année dernière, elle n'aurait pas pu trouver une meilleure couverture nuageuse que Donald Trump. Tout d'abord, la procédure de mise en accusation a fait sauter le robinet de l'argent de la Fed dans les gros titres des journaux. Puis, vendredi dernier, alors que la Fed publiait le compte-rendu de sa réunion de décembre à 14 heures, avec ses plans très attendus pour l'avenir de cette vaste distribution d'argent à Wall Street, cette nouvelle a été ignorée alors que les médias se bouscuaient pour couvrir la "résiliation" par Trump du général Qasem Soleimani, le chef de la Force Quds de l'Iran, ce qui a fait naître le spectre immédiat d'une frappe de représailles de l'Iran contre les États-Unis.



Les minutes de la Fed ont révélé qu'après de multiples expansions de ce vaste robinet d'argent, qui devait auparavant expirer en janvier après avoir fait passer les maisons de commerce de Wall Street par la crise financière de fin d'année, il pourrait être prolongé jusqu'en avril. Le procès-verbal se lit comme suit :

"Le directeur a également discuté des attentes pour passer progressivement des opérations de pension actives l'année prochaine, à mesure que les achats de bons du Trésor fournissent une base de réserves plus importante. Le calendrier des opérations de mise en pension débutant à la mi-janvier pourrait refléter une réduction progressive des opérations actives de mise en pension. Le gestionnaire a indiqué que certaines pensions pourraient être nécessaires au moins jusqu'en avril, lorsque les paiements d'impôts réduiront fortement les niveaux de réserves".

Le paiement de l'impôt sur les sociétés et les particuliers a lieu chaque année en avril. La Fed n'explique pas pourquoi ce mois d'avril est différent et exige un robinet de plusieurs billions de dollars en monnaie ouverte de la part de la Fed.

Le compte-rendu de la Fed reconnaît également que ses actions les plus récentes ont représenté jusqu'à "environ 215 milliards de dollars par jour" qui ont été versés aux maisons de commerce de Wall Street. Il s'est écoulé 29 jours ouvrables entre la dernière réunion du Comité fédéral de l'open market (FOMC) et le dernier procès-verbal de la Fed, ce qui signifie qu'environ 6,23 billions de dollars de prêts cumulés ont été accordés aux maisons de commerce de Wall Street dans ce court laps de temps.

Pendant l'effondrement financier de Wall Street de 2007 à 2010 - la pire crise financière depuis la Grande Dépression - la Fed a canalisé un total de 29 000 milliards de dollars de prêts cumulés aux banques de Wall Street, à leurs maisons de commerce et à leurs contreparties étrangères pour les produits dérivés entre décembre 2007 et le 21 juillet 2010. Au rythme actuel, elle éclipserait ces 29 000 milliards de dollars avant le milieu de cette année.

Et pourtant, aucun effondrement financier n'est perceptible à Wall Street. En fait, l'indice Dow Jones Industrial Average et l'indice Standard and Poor's 500 ont atteint de multiples records au mois de décembre 2019 - ce qui donne à penser que l'argent de la Fed destiné à ces maisons de commerce va directement à la bourse. C'est à peu près le maximum que la Réserve fédérale puisse obtenir dans le cadre de son mandat de politique monétaire et pourtant, il n'y a eu aucun tollé de la part des comités éditoriaux des journaux américains ni aucune enquête du Congrès annoncée publiquement.

La commission des services financiers de la Chambre des représentants vient de publier son calendrier d'audiences pour le mois de janvier et il n'y a pas le moindre signe d'une audience pour examiner les actions sans précédent de la Fed.

Le dernier compte-rendu de la Fed indique également que Lorie K. Logan a été choisie pour diriger les opérations d'open market de la Fed de New York, la banque régionale de la Fed qui a effectué la majeure partie des 29 000 milliards de dollars de prêts à Wall Street pendant la crise financière et celle qui remplit également cette fonction aujourd'hui - sans aucune crise annoncée publiquement.

Le procès-verbal explique ensuite que Logan est également le "représentant principal de la Fed de New York dans plusieurs comités public-privé" qui travaillent avec ces mêmes maisons de commerce de Wall Street pour établir les "meilleures pratiques". L'un des comités public-privé auquel Logan siège est le Comité des changes. En 2015, ce comité était présidé par Troy Rohrbaugh de JPMorgan Chase, son responsable des opérations de change. En 2015, la Fed de New York a permis à Rohrbaugh de se rendre à Tokyo dans le cadre de son équipe pour discuter des meilleures pratiques mondiales en matière de négociation sur le marché des changes avec des équipes d'autres banques centrales.

Le 20 mai 2015, JPMorgan Chase a admis un chef d'accusation de crime avec le Département de la Justice des États-Unis, reconnaissant qu'il s'était engagé avec d'autres banques dans le truquage du marché des changes. Voilà pour les "comités public-privé" de la Fed de New York établissant les "meilleures pratiques".

VIDÉO : Le méchant Juggernaut de la Fed

Ne le laissez pas écraser votre avenir

par Adam Taggart Vendredi, 17 janvier 2020

Traduit avec www.DeepL.com/Translator

Juggernaut : (n) une force, une campagne, un mouvement ou un objet massif et inexorable qui écrase tout ce qui se trouve sur son chemin

La Réserve fédérale américaine alimente à nouveau le système en liquidités. À son rythme le plus rapide.

Le résultat ? Des cours boursiers record dont les valorisations défient toute logique.

Quel mal y a-t-il à cela ? Ne devrions-nous pas simplement profiter de la fête et être reconnaissants pour nos 401ks en hausse ?

Le problème, c'est que les actions de la Fed nous condamnent. Leur cocktail empoisonné d'argent bon marché sans fin et de taux d'intérêt à la baisse accélère l'effondrement final de l'économie, tout en enrichissant délibérément un minuscule cadre d'élites à la ruine de tous les autres.

Bien que la plupart des gens restent aveugles à ce phénomène, la politique de la Fed (et celle des autres grandes banques centrales du monde) est directement responsable de bon nombre des plus grands défis auxquels la société est confrontée, ou y contribue largement.

Des dizaines de millions de baby-boomers qui n'ont pas les moyens de prendre leur retraite. Des dizaines de millions de Millenniaux qui n'ont pas les moyens d'acheter une maison. Le plus grand écart de richesse de l'histoire entre le 1% et tous les autres. L'augmentation incessante du coût de la vie alors que les salaires réels stagnent. L'épuisement et la dégradation de nos principales ressources naturelles par des entreprises zombies qui ne font aucun profit. Nous pouvons remercier la Fed pour tous ces maux, et bien d'autres encore.

Tout ce qu'on nous offre en retour, c'est la fausse assurance que "tout est génial" parce que les actions sont plus élevées aujourd'hui qu'elles ne l'étaient hier. Comme si cela faisait vraiment une différence lorsque le premier 1% détient 50% de toutes les actions et que le premier 10% en détient plus de 90%.

Et lorsque les marchés d'aujourd'hui, qui ont subi une distorsion épique, atteindront leur point de rupture - qui pourrait être imminent compte tenu de l'action véritablement maniaque qui a eu lieu récemment - non seulement les dommages qui en résulteront seront proportionnellement épiques, mais ils léseront les 99 % du FAR plus que les 1 % qui en ont bénéficié.

Licenciements massifs. Des faillites. Portefeuilles de retraite et pensions détruits. Crises budgétaires de l'État et des villes. Augmentation des impôts. Plus de frais. Annulation des services sociaux. Communautés vidées de leur substance.

La politique délibérée de la Fed, qui consiste à privatiser les gains pour l'élite et à socialiser les pertes pour les masses, fait que Joe Sixpack va le prendre en culotte courte tandis que Reginald Caviar-Maybach recevra toujours son bonus record de Goldman Sachs.

C'est pourquoi la vidéo ci-dessous est indispensable à tous ceux qui ne sont pas actuellement PDG d'une banque trop grande pour faire faillite ou trop occupés à compter leurs milliards de dollars.

Nous avons réuni plusieurs des meilleurs esprits monétaires et macroéconomiques pour expliquer exactement ce qui se passe et ce à quoi des personnes concernées comme vous devraient se préparer.

Voici notre vidéo complète de 90 minutes WTF : What The Fed ?!?, avec Grant Williams, Mike Maloney, Charles Hugh Smith et Chris Martenson :



https://www.youtube.com/watch?v=ooSMcrshG8o&feature=emb_logo

Comment prédire l'avenir : Confessions d'une Cassandre moderne

Ugo Bardi Lundi 20 janvier 2020

Traduit avec www.DeepL.com/Translator



Dire la vérité a toujours été dangereux et la première Cassandre, la prophétesse troyenne, a dû en subir les conséquences. Mais il y a une question plus intéressante : comment a-t-elle réussi à avoir raison alors que tous les autres avaient tort ? Je vous raconte ici mon expérience de modeste Cassandre du XXI^e siècle, avec mon blog. (si vous souhaitez entendre l'histoire racontée par la prophétesse elle-même, vous pouvez la lire [ici](#) et [ici](#)).

Il est de tradition au début d'une nouvelle année de faire des prédictions, mais cette fois-ci, je préfère revenir sur ce que j'ai fait pendant plus de 15 ans d'activité de blogs et de médias sociaux. J'ai traité plusieurs sujets

différents et, dans certains cas, j'ai fait des prédictions ou j'ai offert mes évaluations. Dans quelle mesure ai-je eu raison (ou tort) ?

Je pense que mon bilan n'était pas aussi mauvais qu'un Cassandre. Et d'après ce dossier, je pense qu'il y a trois règles pour faire de bonnes (disons décentes) prédictions :

1. Toujours faire confiance à la thermodynamique
2. Toujours se méfier des affirmations sur les nouvelles technologies merveilleuses
3. N'oubliez jamais que le système a des points de basculement imprévisibles

Vous trouverez donc ci-dessous une liste de ce que je pense être mes principaux succès et échecs.

Alors, commençons par là où j'avais raison.

2002. L'économie de l'hydrogène est un canular. 2002 est l'année où Rifkin a publié son livre intitulé "L'économie de l'hydrogène". Je travaillais sur l'hydrogène et les piles à combustible depuis un certain temps alors que j'étais au Lawrence Berkeley Laboratory, à Berkeley, et je savais très bien que les choses n'étaient pas aussi faciles que Rifkin les a décrites dans son livre. Mais, au début, je dois avouer que j'ai essayé de suivre la foule en quête de subventions de recherche. Ensuite, j'ai réfléchi et j'ai décidé que je devais dire ce que je pensais : cette idée ne marchera pas. Et j'avais raison : 20 ans plus tard, aucune trace de l'économie de l'hydrogène, aucun véhicule à hydrogène sur la route, aucune production d'hydrogène à partir d'énergie renouvelable. Voici un billet que j'ai publié en 2007 sur ce sujet

2003. Pas d'armes nucléaires en Irak. Je ne crois pas que j'avais un blog à l'époque. Mais j'ai écrit une évaluation en italien pour savoir s'il était probable que l'Irak ait pu avoir des ADM sous forme d'armes nucléaires. Ma conclusion était que ce n'était pas possible : L'Irak ne disposait pas des conditions et des infrastructures nécessaires. En conséquence, j'ai été diffamé de diverses manières et on m'a dit que si j'aimais tant l'Irak, pourquoi n'y suis-je pas allé vivre ? Mais vous savez comment cela s'est terminé. Je n'ai pas pu trouver mon article, mais il est mentionné dans ce post.

2005. La voiture à air comprimé (The Eolo) est une arnaque. La voiture à air comprimé est une idée qui est restée vivante en Europe pendant une dizaine d'années, à partir de 2005. Un inventeur français, Guy Négre, prétendait pouvoir produire en masse un véhicule qu'il appelait "Eolo" et qui pourrait concurrencer d'autres technologies en termes de prix et de performances. J'ai été sceptique dès le début sur la base de quelques calculs simples. Et j'avais raison. Plus de dix ans plus tard, M. Négre n'est plus parmi nous, mais sa voiture Eolo n'est jamais apparue sur les routes.

2006. Les voitures électriques sont l'avenir. Déjà en 2005, je me suis acheté un scooter électrique et j'ai commencé à écrire des articles dans lesquels je faisais la promotion des véhicules électriques comme une bonne technologie qui pourrait atténuer plusieurs problèmes que nous avons : le trafic, la pollution, le changement climatique, etc. J'avais raison de penser que les VE allaient devenir à la mode, même s'il a fallu un certain temps aux décideurs pour comprendre le but recherché. Aujourd'hui encore, les VE se heurtent à une forte résistance de la part d'une alliance contre nature entre les compagnies pétrolières, les constructeurs automobiles et les écologistes. Mais ils vont remplacer les véhicules traditionnels dans les années à venir.

2008. Le prix du pétrole va baisser. Vous vous souvenez qu'en 2008, le prix du pétrole avait entamé une remontée qui avait conduit le baril à être fixé à 150 dollars. Il y a eu un moment de panique où tout le monde s'attendait à ce que les prix continuent à grimper encore plus haut. Ils ont oublié que les prix sont le résultat d'un compromis entre l'offre et la demande et que, comme la demande ne peut pas être infinie, les prix ne le peuvent pas non plus. C'est pourquoi, en 2008, j'ai publié un billet sur "Le Tambour de pétrole" dans lequel j'argumentais en ce sens et je proposais que les prix baissent. C'est ce qui s'est passé.

2011. L'e-cat d'Andrea Ross est une arnaque. En 1989, j'avais été témoin des premières allégations de "fusion à froid". L'histoire a déferlé sur le monde scientifique comme un tsunami, mais il s'est avéré qu'il s'agissait d'une erreur. Elle a également déclenché une infinité de tentatives d'imitation, dont certaines étaient carrément des escroqueries. L'une d'entre elles est l'histoire du "E-Cat" inventé par Andrea Rossi en Italie. Après quelques premières tentatives d'évaluation, il m'est apparu clairement qu'il s'agissait d'un canular total, et je l'ai dit plus d'une fois. En fait, cela aurait dû être clair pour tout le monde, mais Rossi a généré un groupe de fidèles qui se sont engagés, entre autres, à insulter et à diffamer les infidèles. Aujourd'hui, près de dix ans après la première déclaration de Rossi selon laquelle il allait bientôt se lancer dans la production de masse de sa machine, je pense qu'on peut dire qu'il s'agissait d'un canular. Vous trouverez l'histoire ici.

2011. Les limites de la croissance étaient justes ! En 2011, j'ai publié mes premières évaluations de l'histoire de l'étude "The Limits to Growth", puis, en 2014, un livre intitulé "The Limits to Growth Revisited", mon premier livre en anglais. J'ai réexaminé toute l'histoire, comment l'étude a été rejetée et diabolisée, largement décrite comme contenant de "fausses prédictions". J'en ai conclu que le livre n'avait rien de mal et que son rejet était l'un des premiers exemples d'une campagne de relations publiques négative destinée à discréditer des résultats scientifiques considérés comme nuisibles à un quelconque lobby politique ou industriel. Mon évaluation a été l'une des premières études qui ont conduit à une réévaluation de l'étude qui est toujours en cours. Il est encore tôt pour dire si l'un ou l'autre des 12 scénarios publiés dans le livre de 1972 était "juste", mais il ne fait aucun doute que l'étude est désormais considérée comme un jalon dans la compréhension des systèmes complexes, comme elle le mérite. En ce sens, j'avais fait une prédiction correcte.

2016. Le "Sower's Way" : l'énergie photovoltaïque est l'avenir. Ici, j'ai toujours été un adepte de l'énergie photovoltaïque, depuis 2005, lorsque j'ai placé des panneaux photovoltaïques sur le toit de ma maison. Je pense que j'avais raison aussi, surtout lorsque le PV a atteint la "parité réseau" avec d'autres technologies produisant de l'électricité. Mais il est en train d'évoluer. J'ai marqué la date de "2016" parce que c'est quand j'ai publié un document traitant du concept de "Sower's Way", c'est-à-dire que nous devons investir dans l'énergie fossile pour construire la nouvelle infrastructure d'énergie renouvelable. Nous avançons dans cette direction, bien que nous soyons confrontés à une résistance acharnée de la part de groupes d'écologistes qui ont décidé que nous devons tous mourir dans l'obscurité.

Il y a maintenant des cas où je me suis trompé.

2003 - Pic pétrolier en 2010. Ici, je ne pense pas avoir jamais fait de prédiction de date de pic moi-même, mais j'ai été un "peak oiler", entre autres le président de la section italienne de l'ASPO, l'association pour l'étude du pic pétrolier. Je dois donc partager la responsabilité des deux erreurs que les pics ont commises. La première a été de se concentrer sur le "pic" comme s'il était l'équivalent de l'apocalypse et de passer un temps fou à essayer de prédire la date exacte de son arrivée. La seconde a été de sous-estimer l'importance que le pétrole "non conventionnel" aurait pu avoir. Nous n'avons pas réalisé que l'huile de schiste n'est pas tant une ressource

économique qu'une arme de domination stratégique. Il y a eu plusieurs prédictions (y compris la mienne) selon lesquelles la "bulle" de schiste allait éclater, mais jusqu'à présent, ce n'est pas le cas.

2005 - L'EROI est une mesure qui peut nous aider à choisir les meilleures alternatives pour l'avenir. Lorsque j'ai découvert le concept d'EROI (energy return on energy investment) ou EROEI (energy return on energy invested), développé par Odum et Hall, ce fut pour moi une petite révélation : voici une façon objective, scientifique et rationnelle d'évaluer les meilleures technologies pour l'avenir. J'ai écrit mon premier article sur le sujet en 2005, et il est devenu assez populaire en Italie. Je n'imaginais pas ce que la partie reptilienne du cerveau humain pouvait faire quand elle comprenait ce qu'était l'EROI et à quoi elle pouvait servir. Le concept a été étiré, massacré, mis à mal, coupé en morceaux et transformé en ragoût, et plus encore. Quiconque s'intéressait à l'aspect esthétique d'une certaine technologie pouvait trouver des moyens de jongler avec les chiffres et lui attribuer un EROI élevé. L'inverse était également possible. Ainsi, vous pouvez trouver des études qui attribuent un EROI <1 au photovoltaïque et > 100 à l'énergie nucléaire, et aussi l'inverse. À ce stade, l'EROI est devenu une métrique inutile, détruite par trop de politique qui lui est appliquée.

2009 - L'énergie éolienne en haute altitude : le Kitegen. En 2009, j'ai publié sur le Oil Drum une évaluation très positive de l'énergie éolienne de haute altitude, en particulier du prototype en cours de développement en Italie, appelé le Kitegen. J'étais beaucoup trop optimiste. L'énergie éolienne à haute altitude s'est avérée beaucoup plus difficile à développer qu'elle ne semblait l'être au début. Rien dans cette idée ne va à l'encontre des lois de la physique mais, de toute évidence, il y a de gros problèmes, probablement liés au contrôle des cerfs-volants. Aujourd'hui, 10 ans plus tard, l'énergie éolienne en haute altitude reste une promesse non tenue, même s'il existe encore des entreprises engagées dans ce domaine. Je continue à penser que cette technologie peut jouer un rôle dans l'avenir, mais elle ne changera pas la donne comme elle semblait le faire il y a 10 ans.

2019 - Greta Thunberg : la tempête inattendue. En 2018, j'ai publié un billet dans lequel j'examinais les tendances du même "changement climatique", en concluant que l'intérêt du public pour ce dernier était en déclin et que bientôt plus personne ne s'y serait intéressé. J'avais tort : en 2019, Greta Thunberg est apparue, changeant tout. Comme je l'ai écrit dans un post ultérieur, j'ai commis l'erreur classique que tous les prévisionnistes font : penser que les tendances passées seront aussi les tendances futures. Parfois c'est vrai, parfois c'est une erreur fatale, comme dans le cas présent. Il est curieux de voir comment la jeune Suédoise a joué dans le monde réel le rôle que le personnage d'Asimov, "La Mule", a joué dans la série "Fondation" : quelque chose d'extérieur aux statistiques et d'imprévisible par les modèles.

Il y a peut-être d'autres bonnes et mauvaises choses que j'ai dites, après tout, j'ai calculé que j'ai infesté le Web avec quelque chose comme 3 millions de mots, jusqu'à présent ! Donc, si vous vous souvenez de quelque chose que j'ai écrit et qui était totalement faux ou juste, dites-le-moi dans les commentaires, je verrai à l'ajouter comme note à ce post.

Dans l'ensemble, j'aurais peut-être pu faire mieux, mais je pense que si Lady Cassandra me voit d'où elle est maintenant, en Hadès, elle peut hocher la tête en signe d'approbation !

Aujourd'hui, nous cuisinons surtout au gaz

Tim Watkins 20 janvier 2020

Traduit avec www.DeepL.com/Translator

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is coming - will you be ready?



Nous sommes le 20 janvier et le sud de la Grande-Bretagne connaît sa première semaine complète de temps hivernal. À part une brève vague de froid au début du mois de décembre, l'hiver a été exceptionnellement chaud et humide - conséquence de la vie sur le trajet du Gulf Stream dans un climat changeant. L'une des conséquences de ce temps anormalement humide - et venteux - est que les propagandistes des grands médias ont pu commencer l'année en faisant la une des journaux en affirmant que les énergies renouvelables avaient dépassé les combustibles fossiles (à condition de compter la décimation des forêts américaines et leur transformation en granulés de bois comme "renouvelables") dans le mix électrique britannique.

Il se trouve que les titres étaient faux. Le gaz, et non les énergies renouvelables, reste le principal combustible utilisé au Royaume-Uni pour produire de l'électricité. Mais ne laissons pas les faits se mettre en travers de l'histoire. L'establishment britannique a décidé que la Grande-Bretagne doit être considérée comme un leader mondial dans la lutte contre le changement climatique ; et donc chaque occasion de prétendre que nous passons à l'énergie "verte" doit être diffusée dans le monde entier.

L'intermittence est un problème, bien sûr. Mais même ce problème (majeur) est présenté avec autant de sympathie que possible. Divers prix scientifiques ont été créés pour encourager les améliorations des technologies de stockage des batteries afin de pallier les fluctuations momentanées de la production éolienne et solaire. Il s'agit toutefois du problème d'intermittence le plus simple (bien que nos meilleurs esprits scientifiques n'aient pas encore réussi à le résoudre). Le problème d'intermittence de loin le plus important est la variation saisonnière de l'offre et de la demande. Le stockage de l'énergie pendant des mois n'est pas envisagé, mais il devrait être une composante essentielle de tout système qui n'utilise pas de combustibles fossiles pour équilibrer l'écart entre l'offre et la demande.

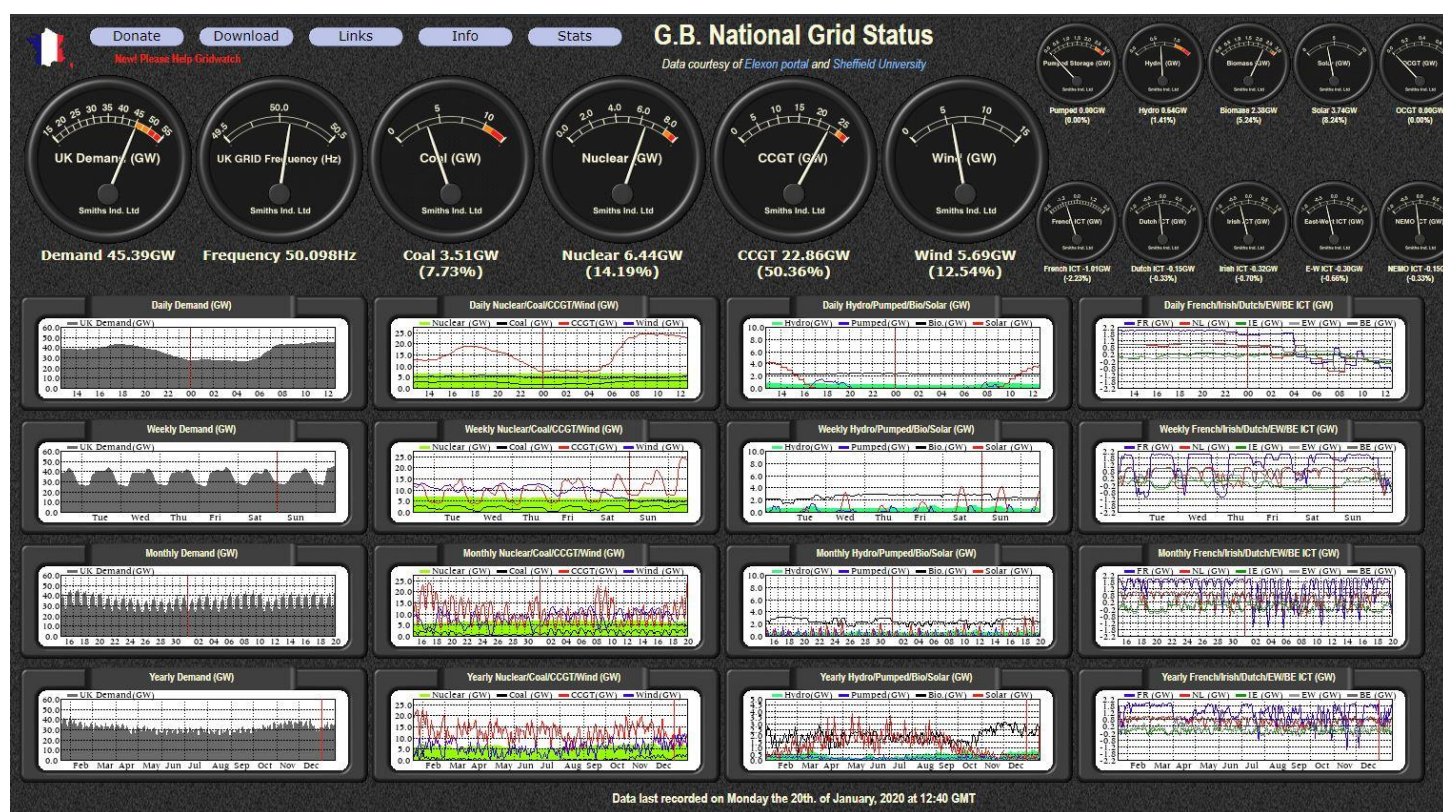
En raison de sa position avantageuse dans l'Atlantique du Nord-Est, il est rare que le Royaume-Uni connaisse le type de temps qui causerait de graves perturbations s'il n'utilisait pas de combustibles fossiles. Ce week-end - bien qu'il soit loin d'être le plus sévère de ce type - donne une indication du type de problèmes qui se poseront sans qu'une grande quantité de capacité de stockage saisonnier soit ajoutée au système ; en plus du stockage normal de moment à moment. Selon la BBC :

"La pression atmosphérique la plus élevée au Royaume-Uni depuis plus de 60 ans a été enregistrée au Pays de Galles - dans les Mumbles, Gower.

"Les relevés de pression atmosphérique ont été enregistrés à 1050,5 hectopascals (hPa) dans la nuit de dimanche à dimanche - le relevé le plus élevé depuis janvier 1957 en Ecosse.

"Les experts météo ont déclaré qu'un jet stream atlantique "incroyablement fort" avait poussé de grandes quantités d'air au-dessus du Royaume-Uni - ce qui a fait monter le mercure. Cela signifie une période de temps stable - avec quelques matins froids pour certains".

La température sous le système de haute pression est tombée en dessous du point de congélation, même dans les régions côtières tempérées de l'ouest. Et bien que cela n'ait rien à voir avec le temps violent de la semaine dernière au Canada, cela suffit pour que les Britanniques augmentent le chauffage au-delà des niveaux déjà élevés de l'hiver. On ne voit pas non plus la fin prématurée du phénomène météorologique en question - des anticyclones de ce type peuvent rester au-dessus du Royaume-Uni pendant plusieurs semaines ; mais celui-ci devrait se déplacer d'ici le week-end. Mais surtout, si ce type de système est associé à un temps froid en hiver, il se caractérise également par son absence de vent :



Source : www.gridwatch.templar.co.uk

Juste après midi aujourd'hui - alors que la consommation d'électricité est à son niveau le plus bas (bien qu'encore inconfortablement élevé) - les centrales à gaz fournissaient plus de la moitié (50,36 %) de l'électricité du Royaume-Uni. Le charbon - qui aura disparu d'ici 2025 - fournissait 7,73 %, tandis que le nucléaire - dont une grande partie sera également déclassée dans les années 2020 - fournissait 14,19 %. L'énergie éolienne, qui contraste fortement avec les titres habituels des médias, ne représente plus que 12,54 % de l'approvisionnement en électricité, tandis que la biomasse (principalement le bois) et l'énergie solaire fournissent 9 % supplémentaires. Les cinq pour cent restants provenaient de l'hydroélectricité et des importations d'Europe et d'Irlande.

Il ne s'agit pas ici de se plaindre du temps - nous avons connu bien pire et nous le ferons à l'avenir - ou de suggérer que le réseau ne peut pas faire face - il y a encore beaucoup de capacité inutilisée. Il s'agit plutôt de

soulever la question de savoir comment la Grande-Bretagne va faire face après la démolition des centrales au charbon et de la plupart des installations nucléaires dans le courant des années 2020. Compter sur le gaz pour combler la différence est probablement notre meilleur espoir ; mais étant donné que la production de gaz britannique a atteint son maximum en 1999 et que nous sommes confrontés à une concurrence toujours plus rude pour les importations, ce n'est pas quelque chose que nous pouvons considérer comme acquis. La fracturation intérieure s'est avérée être un échec, notamment parce qu'elle est trop coûteuse pour être rentable.

Le simple fait d'ajouter des éoliennes supplémentaires ne va pas fonctionner pendant des jours et des semaines comme ceux-ci, alors que la haute pression atmosphérique a laissé à l'arrêt la plupart des éoliennes que nous avons déjà installées. De même, des panneaux solaires supplémentaires ne feront pas grand chose à une époque de l'année où le soleil se lève et tombe bien au sud. Le stockage par pompage - qui coûte plusieurs milliards de livres - peut fournir un petit coussin, bien plus important (et moins cher) que tout ce qui pourrait être réalisé avec des batteries. Mais il ne nous permettra pas non plus de stocker indéfiniment l'équivalent du gaz, du charbon et de l'énergie nucléaire supplémentaires que nous utilisons aujourd'hui.

Le réchauffement climatique pourrait nous épargner le pire à l'avenir. L'inconvénient potentiel de la vie dans l'Atlantique Nord-Est est que le Royaume-Uni pourrait connaître des hivers plus froids en raison du point froid de l'Atlantique Nord causé par la fonte des eaux de la calotte glaciaire du Groenland et/ou par l'effondrement d'un vortex polaire. Mais si, dans les jours qui suivront la fermeture des centrales nucléaires et à charbon et l'échec de l'augmentation de l'infrastructure gazière, nous sommes frappés par un système météorologique à haute pression beaucoup plus froid, il est difficile d'imaginer comment les lumières et les chauffages resteront allumés. L'industrie sera sans doute la première à être déconnectée ; les services comme l'approvisionnement alimentaire et les banques seront probablement les suivants. L'alimentation électrique des ménages sera la dernière à être coupée.

L'ajout d'une technologie intermittente au réseau sans résoudre au préalable le problème du stockage ne fait qu'accroître le risque. Pire encore, les combustibles fossiles sont tout sauf renouvelables. Alors que le monde se fraie un chemin à travers les réserves de gaz les moins chères et les plus faciles à exploiter, nous pouvons nous attendre à ce que le marché du gaz reflète l'expérience du marché du pétrole, avec des chocs d'offre et des pics de prix suivis d'un effondrement de la demande qui nous entraînent dans un no man's land où les prix sont trop bas pour les producteurs mais trop élevés pour les consommateurs. En bref, nous ne pouvons pas simplement supposer que le gaz nous offre une carte de sortie de prison pour combler le fossé lorsque le vent cesse de souffler.

Dans cette optique, le moment est venu de reconnaître qu'il n'y a pas de voie d'approvisionnement qui nous permette de sortir de notre situation difficile. Si nous devons investir du temps, de l'argent et des matériaux pour amortir les coups combinés du déclin environnemental, des pénuries d'énergie et de l'épuisement des ressources, alors s'attaquer à la demande - en commençant par réduire nos besoins en énergie - est susceptible de fournir un retour sur investissement bien plus important que d'ajouter une intermittence toujours plus grande à un réseau déjà chancelant.

Dans le monde, plus de 90 % des ressources sont consommées sans être réutilisées

Par [Muryel Jacque](#) Publié le 21 janv. 2020 [Les Echos.fr](#)

Pour la première fois, l'économie mondiale a absorbé plus de 100 milliards de tonnes de matériaux en un an : un record. Pour autant, seuls quelques pourcents sont recyclés, alerte un rapport. Le rôle des gouvernements est essentiel pour passer d'une économie linéaire à une économie circulaire, sous peine de « désastre mondial ».

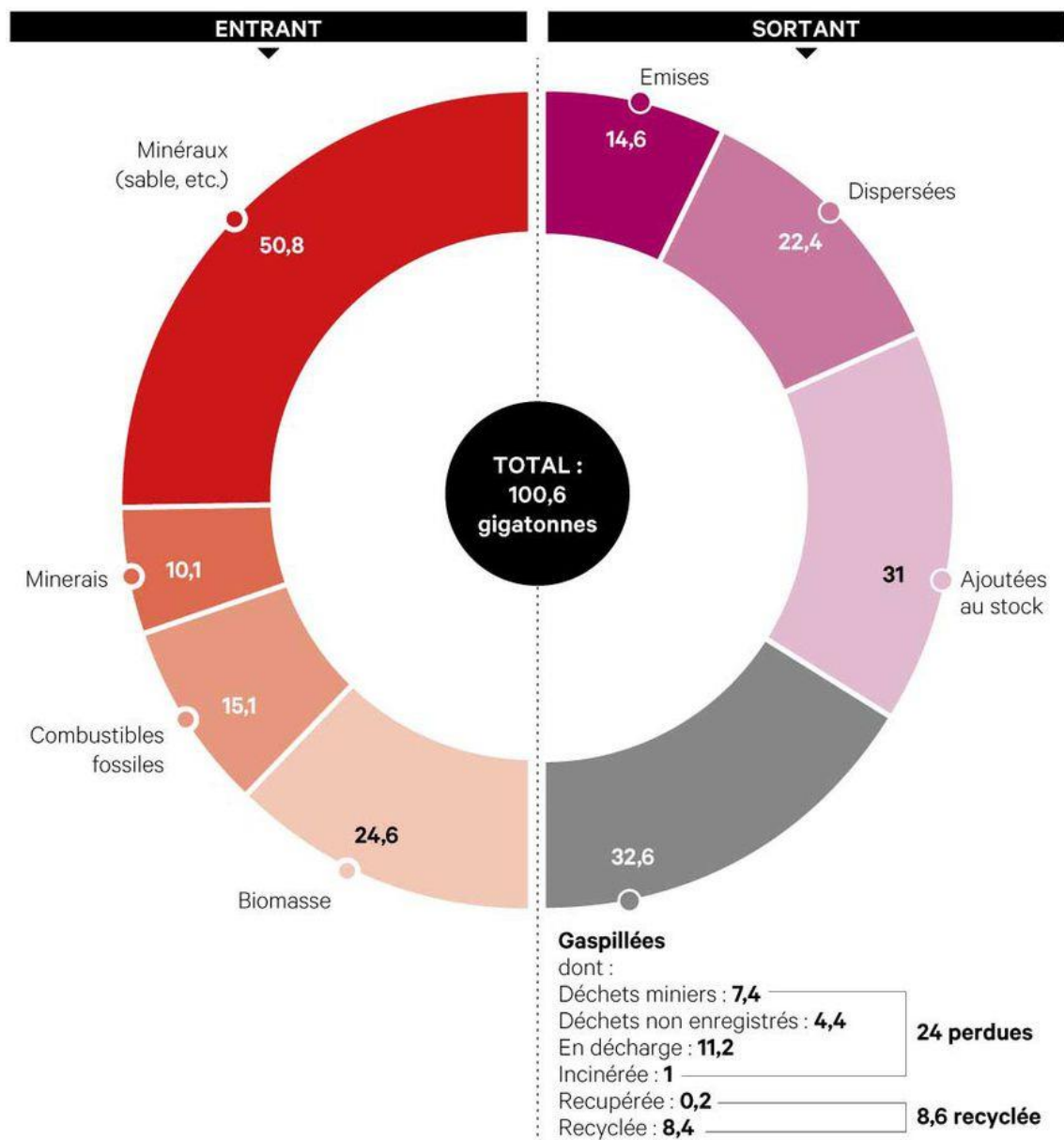


*Sur 100, 6 milliards de tonnes de matériaux utilisés chaque année dans le monde, 8, 6 milliards sont réutilisées.
(Fred TANNEAU/AFP)*

« Nous risquons un désastre mondial si nous continuons à traiter les ressources de la planète comme si elles étaient inépuisables. » Dans un rapport opportunément publié ce mardi, au premier jour du World Economic Forum, Harald Friedl, le directeur du think tank Circle Economy, met en garde. En 2017 (derniers chiffres disponibles), l'économie mondiale a absorbé plus de 100 milliards de tonnes de sable, de minerais, de métaux, de pétrole, de bois, etc. Du jamais vu.

Une économie mondiale encore peu circulaire

En gigatonnes de matières



« LES ÉCHOS » / SOURCE : CIRCLE ECONOMY

En cinquante ans, l'utilisation de ces matériaux a quasiment quadruplé... En 1970, moins de 27 milliards de tonnes suffisaient encore à la faire avancer. Et les besoins sont loin de diminuer puisque, d'ici à 2050, la consommation mondiale de matériaux devrait atteindre 170 à 184 milliards de tonnes, selon le Panel international pour la gestion durable des ressources de l'ONU). [L'OCDE a récemment fait le calcul](#) : c'est plus de 45 kilogrammes par jour et par personne.

Le problème est que l'économie mondiale est aujourd'hui très loin d'être circulaire. Seuls 8,6 % de toutes ces ressources (Circle Economy y inclut la biomasse) sont réutilisées, révèle le rapport, qui a reçu le soutien de WWF, aussi bien que du gouvernement du Chili, du groupe Philips ou de l'ONU. La proportion a même baissé comparé aux 9,1 % qui avaient été estimés dans le premier rapport de Circle Economy en 2018.

« L'évolution négative peut s'expliquer par trois tendances de fond qui sont liées : des taux d'extraction élevés, une reconstitution des stocks et de faibles niveaux de traitement et de recyclage en fin de vie », indiquent les auteurs. « Ces tendances sont profondément ancrées dans la tradition du 'prendre, utiliser, jeter' ('take, make, waste') de l'économie linéaire », déplorent-ils.

De toute urgence

Tout n'est pas noir, certes. Le think tank a ainsi observé des « actions positives » de la part d'entrepreneurs, d'entreprises et de villes. Mais, pour changer réellement la donne, il appelle les gouvernements à adopter « de toute urgence » des solutions d'économie circulaire. Une obligation, dit Harald Friedl, « si nous voulons atteindre une qualité de vie élevée pour près de 10 milliards de personnes d'ici au milieu du siècle. »

L'organisation néerlandaise note que quelques gouvernements commencent à façonner leurs stratégies pour soutenir l'investissement dans des programmes d'économie circulaire spécifiques. Parmi eux, [treize pays européens](#), dont la France, ont adopté une feuille de route pour développer une économie circulaire, ou par la Colombie, devenue en 2019 le premier pays d'Amérique latine à lancer une politique similaire. Le refus par la Chine d'importer désormais les déchets du monde a aussi encouragé certains pays, comme l'Australie, à chercher des solutions. Circle Economy rappelle que la Chine a probablement récupéré les deux tiers des plastiques du globe depuis 1992...

Au final, les pays - qui doivent travailler avec les entreprises, les ONG et les chercheurs, disent les auteurs du rapport -, n'ont guère le choix. Car ils rappellent que « l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement climatique à 1,5 ° C au-dessus des niveaux préindustriels ne peut être atteint que par le biais d'une économie circulaire. »

Les "deux menaces" face au pétrole

Par Nick Cunningham - 21 janvier 2020, OilPrice.com

Traduit avec www.DeepL.com/Translator



La plate-forme de Wolfcamp

L'industrie mondiale du pétrole et du gaz est confrontée à la "double menace" de la **perte de rentabilité** et de la **perte d'acceptabilité sociale** alors que la crise climatique continue de s'aggraver. Selon un nouveau rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'industrie ne répond pas de manière adéquate à l'une ou l'autre de ces menaces.

"Les compagnies pétrolières et gazières ont su fournir les combustibles qui constituent le fondement du système énergétique actuel ; la question qui se pose maintenant est de savoir si elles peuvent contribuer à la mise en place de solutions climatiques", a déclaré l'AIE.

Le rapport, dont la publication a été programmée pour coïncider avec le Forum économique mondial de Davos, critique l'industrie pétrolière qui ne fait pas assez d'efforts pour planifier la transition. Selon l'AIE, les entreprises ne consacrent qu'environ 1 % de leurs dépenses d'investissement à des activités qui ne font pas partie de leur stratégie principale en matière de pétrole et de gaz. Même les entreprises qui font le plus d'efforts ne consacrent que 5 % de leur budget à des investissements non pétroliers et gaziers.

Il y a quelques investissements ici et là dans l'infrastructure de recharge des véhicules solaires ou électriques, mais dans l'ensemble, les grandes compagnies pétrolières font très peu pour remanier leurs activités. Les principales entreprises n'ont dépensé que 2 milliards de dollars environ l'an dernier pour l'énergie solaire, l'énergie éolienne, les biocarburants et le captage du carbone.

Avant même d'en arriver au risque de transition dû au changement climatique, l'industrie pétrolière était déjà confrontée à des questions de rentabilité. Au cours de la dernière décennie, le flux de trésorerie disponible provenant des opérations des cinq plus grandes compagnies pétrolières a été inférieur d'environ 200 milliards de dollars au total envoyé aux actionnaires. En d'autres termes, elles n'ont pas les moyens de financer leurs opérations et de respecter leurs obligations envers les actionnaires. Quelque chose devra changer.

Mais, bien entendu, à mesure que la politique climatique se durcit, la croissance de la demande de pétrole va ralentir et se stabiliser. La plupart des analystes affirment qu'il ne faudra pas que la demande soit très forte pour que les ravages financiers commencent vraiment à dévaster les bilans des grandes sociétés. Il suffit que la demande cesse de croître.

L'AIE a déclaré qu'il y a des choses que l'industrie peut faire dès maintenant - et qu'elle aurait dû le faire il y a longtemps. Environ 15 % des émissions totales de gaz à effet de serre du secteur de l'énergie proviennent de la production en amont. "La réduction des fuites de méthane dans l'atmosphère est le moyen le plus important et le plus rentable pour l'industrie de réduire ces émissions", a déclaré l'AIE. Mais le Permien brûle plus de gaz que jamais, et le méthane fuit à chaque étape du processus d'extraction et de distribution. Les foreurs ont promis des améliorations, mais le bilan de l'industrie à ce jour n'est pas bon.

Entre-temps, l'AIE a également noté que si l'attention est souvent portée sur les grandes compagnies pétrolières, les compagnies pétrolières nationales (NOC) représentent plus de la moitié de la production mondiale de pétrole. Les grandes compagnies ne représentent qu'environ 15 % de la production mondiale.

C'est une chose pour ExxonMobil ou Chevron de faire face à une crise existentielle - ce qu'elles font certainement, en l'absence d'une tentative de transition vers une activité à faible émission de carbone - mais c'est une chose totalement différente pour les CNO qui auront du mal à gérer la transition énergétique. La menace de la transition énergétique ne concerne pas seulement une entreprise spécifique, mais des gouvernements entiers et des populations entières. "Certaines sont très performantes, mais beaucoup sont mal placées pour s'adapter à l'évolution de la dynamique énergétique mondiale", a déclaré l'AIE. "Aucune des grandes NOC n'a été chargée par les gouvernements de leurs pays d'accueil de jouer un rôle de premier plan dans le domaine des énergies renouvelables ou dans d'autres domaines non essentiels".

En fin de compte, le rapport de l'AIE devrait inquiéter l'industrie. L'agence elle-même a fait l'objet de critiques pour ne pas avoir été plus en pointe dans l'appel à une transition vers une énergie propre, et ses prévisions pour les énergies renouvelables ont constamment sous-estimé les améliorations réelles pour les technologies renouvelables. L'agence continue également à réclamer davantage d'investissements en amont pour le pétrole et le gaz. En d'autres termes, l'AIE est quelque peu conservatrice et a été lente à reconnaître les changements majeurs dans le secteur de l'énergie.

En tant que tel, les majors devraient probablement prendre note lorsque l'AIE dit quelque chose comme "la transformation du secteur de l'énergie peut se faire sans l'industrie du pétrole et du gaz". Ils peuvent traîner les pieds et seront de plus en plus ravagés par les changements de politique et la détérioration de leur activité principale. Ou bien, ils pourraient se transformer de manière proactive, comme l'AIE le préconise. Les solutions au changement climatique "ne peuvent pas être trouvées dans le cadre du paradigme actuel du pétrole et du gaz", a déclaré l'agence.

La production d'électricité à partir de biomasse à l'échelle de l'entreprise en Californie se limite à la combustion directe dans de petites centrales de 50 MW

Alice Friedemann Posté le 20 janvier 2020 par energyskeptic

Traduit avec www.DeepL.com/Translator



Préface. Il est évidemment beaucoup plus facile et plus efficace sur le plan énergétique de mettre le feu à des bûches pour la chaleur et l'électricité que de les transformer en éthanol.

La combustion de la biomasse ne peut pas faire grand-chose pour résoudre notre crise énergétique. Pour produire seulement 10 % de l'électricité américaine (405 TWh), il faudrait des plantations de bois de la taille du Minnesota (Smil 2015). Chaque année.

Malheureusement, la biomasse brûlée n'est pas plus propre et plus verte que les combustibles fossiles et tout aussi difficile et coûteuse à contrôler. La combustion du bois émet des substances cancérigènes, des NOx, du monoxyde de carbone, du dioxyde de soufre, du dioxyde de carbone, de l'antimoine, de l'arsenic, du cadmium, du chrome, du cuivre, des dioxines, des furanes, du plomb, du manganèse, du mercure, du nickel, des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), du sélénium, du vanadium et du zinc. Si le bois a été traité chimiquement, la gamme et la quantité de polluants augmentent. La combustion de la biomasse aggrave encore notre santé en déposant de fines particules dans nos poumons. En outre, la combustion de la biomasse empêche

les nutriments agricoles essentiels comme l'azote et le phosphate d'être restitués au sol, qui sont indispensables à la croissance des aliments (Biofuelwatch 2014, Reijnders 2006).

L'énergie qui brûle la biomasse pour produire de l'électricité est dérisoire en comparaison de toute l'énergie qui a servi à construire la centrale électrique et à contrôler les émissions, à planter et à exploiter les plantations d'arbres, à transporter la biomasse par camion jusqu'à la centrale électrique, à la réduire en petits morceaux et à la brûler avec un rendement de seulement 35 % ou moins.

Lorsque les machines à vapeur ont régné, les forêts ont disparu à l'horizon des rivières et des voies ferrées. Les centrales à biomasse ont un problème similaire, elles ne sont rentables que si elles utilisent la biomasse dans un rayon de 100 miles, et si elles brûlent une forêt, il faudra 50 ans pour qu'elle se régénère.

CCE. 2015. Estimation du coût de la production de nouvelles énergies renouvelables et fossiles en Californie. Commission de l'énergie de Californie. CEC-200-2014-003-SD. 254 pages.

CHAPITRE 8 : Technologie de la biomasse

Les technologies de la biomasse sont des plantes qui utilisent des ressources biologiques, telles que les déchets forestiers ou les sous-produits agricoles, pour produire de l'électricité par des processus thermiques et chimiques. Les technologies de la biomasse sont en production limitée ici en Californie. Bien que ces technologies soient conçues pour exploiter les sous-produits biologiques de manière durable, elles en souffrent :

- 1- La limitation de la nécessité de disposer de sources de combustible importantes et fiables pour produire de l'énergie de manière économique.
- 2- Le coût élevé du transport du combustible du site d'origine au site de production. Cette limitation expose le producteur à la volatilité du marché du diesel ou d'autres carburants à base de pétrole, ce qui peut entraîner des coûts supplémentaires importants et inattendus.

La biomasse est un matériau d'origine végétale, une végétation agricole ou des déchets agricoles utilisés comme combustible et possède trois voies technologiques principales :

- **La pyrolyse** - transformation des matières premières de la biomasse en carburant (souvent un "biocarburant" liquide) par l'application de chaleur en présence d'un catalyseur.
- **Combustion** - transformation des matières premières de la biomasse en énergie utile par la combustion directe de ces matières premières à l'aide de diverses technologies de brûleurs/chaudières également utilisées pour la combustion de matières telles que le charbon, le pétrole et le gaz naturel.
- **Gazéification** - transformation des matières premières de la biomasse en gaz synthétique par l'oxydation partielle et la décomposition de ces matières premières dans une cuve de réacteur et l'oxydation.

Parmi ces voies technologiques, seule la combustion directe de la biomasse est commercialisée pour les installations à l'échelle industrielle.

Les méthodes de gazéification sont utilisées dans certaines applications à petite échelle, mais ne sont pas encore viables pour les applications à l'échelle industrielle. Des recherches actives sur la pyrolyse pour la production de biocarburants sont en cours, mais ne sont pas utilisées pour la production d'électricité.

Les technologies de combustion sont très répandues et comprennent les approches générales suivantes :

La combustion dans les chaudières à charbon utilise une technologie similaire à celle des chaudières à charbon pour brûler les matériaux de biomasse, en utilisant soit une grille mobile, soit un lit vibrant.

- **La combustion en lit fluidisé** utilise une forme spéciale de combustion où le combustible de biomasse est suspendu dans un mélange de silice et de calcaire par l'application d'air à travers le lit de silice et de calcaire. Cette technologie est similaire à celle utilisée dans les chaudières à charbon plus récentes. Les chaudières à combustion en lit fluidisé sont classées comme des unités à lit fluidisé bouillonnant (BFB) ou à lit fluidisé circulant (CFB).
- **La cogénération à la biomasse** utilise le combustible de la biomasse brûlé en conjonction avec les produits du charbon dans la technologie actuelle des chaudières à charbon pulvérisé utilisées dans la production d'électricité à l'échelle des services publics.

Les sources récentes de données et d'analyses se sont concentrées sur la technologie du lit fluidisé. Il s'agit également de la technologie de biomasse la plus susceptible d'être installée en Californie. Le reste de ce chapitre se concentrera sur la technologie du lit fluidisé

La polyvalence inhérente aux combustibles des systèmes à lit fluidisé permet à un exploitant d'usine de brûler de nombreux types de ressources de biomasse, y compris les matières premières présentant des variations d'humidité importantes.

Type et uniformité du combustible de biomasse - Le type et l'uniformité de l'approvisionnement en combustible de biomasse sont un facteur de coût essentiel pour toute technologie de la biomasse. Étant donné la variation de la teneur en humidité et du pouvoir calorifique des matières premières du biocarburant, ainsi que les problèmes de traitement du carburant, les coûts de manutention et de traitement des biocarburants peuvent varier considérablement. Par conséquent, le type et les caractéristiques des différents combustibles de biomasse peuvent avoir un impact important sur le coût d'investissement de la conception de la chaudière, ainsi que sur le coût global de la manutention et du fonctionnement du combustible.

Coûts de transport et de manutention des combustibles - La disponibilité de ressources suffisantes de combustibles issus de la biomasse à proximité du site de l'usine est un facteur essentiel pour les coûts d'exploitation. La plupart des biocarburants sont transportés par camion jusqu'au site de l'usine. Afin de maintenir des prix commercialement raisonnables, le rayon économique effectif entre le site de l'usine et l'approvisionnement global en carburant est limité à environ 100 miles. La nature variée des matières premières du combustible de biomasse nécessite également un équipement de manutention spécial et un plus grand nombre d'employés spécialisés que ceux nécessaires pour les centrales électriques à combustion de charbon de taille équivalente. Par conséquent, la taille maximale typique des centrales à biomasse est limitée à environ 50 MW en Californie (McCann, et al., 1994).

Les petites installations de biomasse perdent beaucoup d'énergie sur les lignes de transmission.

Estimations des pertes d'interconnexion pour les lignes de production
Pertes d'interconnexion des lignes de transmission.

Nominal Operating Voltage (kV)	Maximum Capacity (MW)	Tie-Line Length (Miles)	Plant Output (MW)	Tie-Line Losses (%)
34.5	13	10	10	9.41%
34.5	17	10	15	9.11%
34.5	30	10	25	6.28%
69	38	10	35	4.35%
69	60	10	50	3.14%
69	75	10	70	3.12%
69	87	10	80	2.67%
115	114	10	100	6.46%
115	137	10	120	1.65%
115	169	10	150	1.45%
230	339	10	325	0.79%
230	382	10	350	0.72%
230	454	10	400	0.62%
500	1,126	10	750	0.20%
500	2,252	10	1,500	0.20%

Coût de l'îlot de chaudières

Le coût en capital de l'îlot de chaudières est un facteur de coût critique qui peut représenter environ 40 à 60 % du coût total de l'installation, selon le type de biomasse brûlée et la nécessité de contrôles de la pollution post-combustion. Le choix de la source et du type de combustibles à brûler est un facteur de coût important. En outre, les tendances à l'escalade des matières premières utilisées dans la fabrication de l'îlot de chaudières, principalement le coût de l'acier, sont des facteurs qui peuvent influencer le coût de l'îlot de chaudières livré.

Contrats de fourniture de combustible à long terme - La plupart des contrats actuels de fourniture de combustible de biomasse sont de courte durée et peuvent impliquer des qualités de combustible variables. Un des principaux obstacles financiers à la promotion de la combustion de la biomasse en lit circulant en Californie est la capacité de développer et d'obtenir des performances sur des contrats de fourniture de combustible à long terme (par exemple, d'une durée de 5 ans et plus) pour les sources de combustible disponibles.

Échelle de l'usine - Bien que la technologie actuelle des BFC ait fait ses preuves pour des applications à l'échelle de l'entreprise jusqu'à 300 MW, la disponibilité de l'approvisionnement limite l'échelle potentielle de l'usine. Les économies d'échelle des générateurs de vapeur sont substantielles, une centrale à biomasse de 50 MW étant susceptible de coûter beaucoup plus cher par kW qu'une centrale au charbon de 500 MW de la même technologie (McCann, et al., 1994).

Coûts de la lutte contre les émissions - Les coûts de la lutte contre les émissions nécessaires pour satisfaire aux exigences en matière de qualité de l'air et de permis peuvent augmenter le coût des centrales à biomasse. Les technologies de contrôle des émissions de post-combustion, telles que les technologies de réduction catalytique sélective/réduction non catalytique sélective pour le contrôle des NOx, et les contrôles supplémentaires des particules, sont des facteurs de coût importants qui peuvent augmenter de manière significative les coûts d'investissement et d'exploitation des centrales à biomasse.

Industrie en déclin : Les contribuables américains sont responsables de la faillite d'une centrale solaire-thermique géante (Crescent Dunes)



Solaire thermique : Grand éléphant blanc et brillant.

Les contribuables américains doivent payer des centaines de millions de dollars suite à l'effondrement financier spectaculaire de la plus grande centrale solaire thermique du monde, Crescent Dunes, située dans le désert du Nevada, au nord-ouest de Las Vegas.

Les Sud-Australiens (victimes de l'obsession de leur gouvernement pour le vent et le soleil à intermittence chaotique) peuvent s'estimer heureux de ne pas avoir été victimes de la débâcle de Crescent Dunes.

En août 2017, la STT a fait état des efforts du gouvernement travailliste de Weatherill pour construire une centrale solaire thermique à Port Augusta avec l'aide des personnages de Crescent Dunes. Cette centrale a été conçue avec une capacité (théorique) insignifiante de 150 MW, mais son prix était absolument stupéfiant de 1,2 milliard de dollars : L'Australie du Sud : Sublime un jour, ridicule le lendemain - Le premier ministre va gaspiller 1,2 milliard de dollars dans un gâchis solaire-thermique

Heureusement pour les Sud-Australiens, ce gros éléphant blanc et brillant ne décolle jamais et le gouvernement travailliste de Jay Weatherill a été écarté lors des élections de mars 2018. La centrale solaire thermique n'a pas été mentionnée depuis.

Quelques années plus tard, la réalité économique a finalement rattrapé les exploitants de Crescent Dunes, comme Norman Rogers le détaille ci-dessous.

Une autre installation solaire coûteuse mord la poussière

Le Penseur américain

Norman Rogers 8 janvier 2020

Les fournisseurs d'énergie solaire font des heures supplémentaires pour faire tourner l'échec désormais officiel de la centrale solaire thermique de Crescent Dunes, dans le centre du Nevada. Les contrats d'achat de l'électricité de cette centrale constamment en panne seront annulés.

Bloomberg Businessweek affirme que Crescent Dunes a été rendu obsolète par les progrès technologiques sous la forme de centrales solaires photovoltaïques. C'est absurde et cela ne tient pas compte de l'objectif du projet Crescent Dunes. Il ne tient pas compte non plus du fait que toute installation solaire à l'échelle d'un service public est un échec - non pas marginal, non pas en train de devenir pratique, mais un échec total et complet.

Les formes évolutives d'énergie renouvelable sont l'éolien et le solaire. L'hydroélectricité est sévèrement limitée par la plupart des lois des États qui définissent les énergies renouvelables - non pas parce que l'hydroélectricité n'est pas renouvelable, mais parce qu'elle n'est pas politiquement correcte. Les barrages ne sont pas politiquement acceptables pour les kayakistes et les grands penseurs du Sierra Club. Le Nevada est pauvre en vent mais riche en soleil. Pour le Nevada, le solaire est donc la seule voie vers le nirvana énergétique.

Le Nevada dispose d'une loi exigeant que 50 % de l'électricité soit produite à partir de sources renouvelables d'ici 2030. Cette loi a été adoptée par l'assemblée législative du Nevada. Ils ont sans doute été influencés par la compagnie d'électricité de l'État, NV Energy, qui appartient à l'organisation Warren Buffett. Tom Steyer est un milliardaire californien et un fanatique du réchauffement climatique. Il est actuellement candidat à la présidence. Steyer a financé une initiative visant à inscrire dans la constitution de l'État du Nevada une exigence de 50 % d'électricité renouvelable d'ici 2030.

Le vote final sur l'amendement constitutionnel aura lieu en novembre 2020. Il est probable que les énergies renouvelables doivent être gelées dans la constitution afin que les investisseurs dans l'énergie solaire puissent être protégés contre la possibilité que la législature revienne à la raison et abroge le quota d'énergies renouvelables.

Crescent Dunes était un projet sérieux conçu pour s'attaquer à la grande faiblesse de l'électricité solaire. Le soleil est le plus fort en milieu de journée, mais la demande d'électricité atteint son maximum en fin de journée et en début de soirée. C'est particulièrement vrai pendant l'été à Las Vegas, lorsque les climatiseurs fonctionnent à plein régime et que les températures dépassent largement les 100 degrés en fin d'après-midi.

Il fallait trouver une méthode pour stocker l'électricité solaire en abondance à midi afin de pouvoir l'utiliser le soir. Sinon, l'énergie solaire atteindrait un plafond bien inférieur à 50 %. Une méthode consiste à utiliser des batteries. C'est extrêmement coûteux et très dangereux car les batteries inflammables stockent de grandes quantités d'énergie. Cela n'arrête pas le projet Gemini, prévu sur un site au nord de Las Vegas.

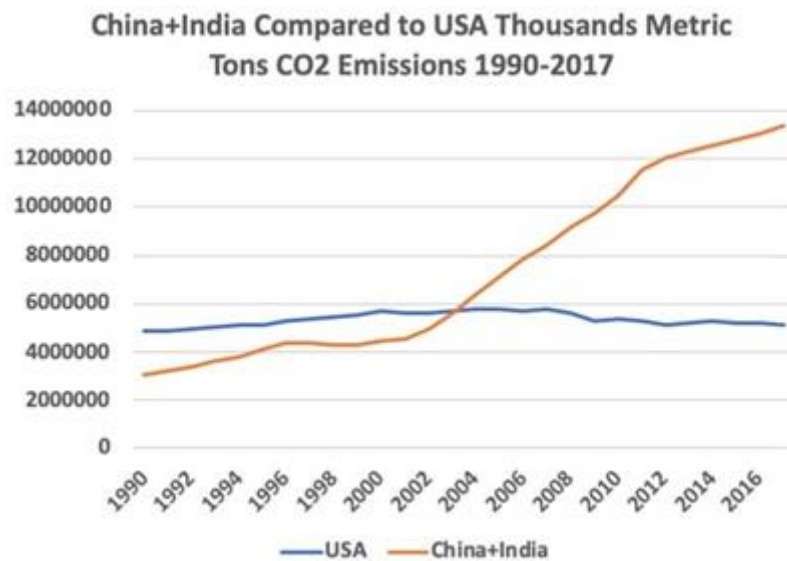
Le projet solaire Gemini aura un système de batteries de 500 millions de dollars qui stockera autant d'énergie que 5 millions de bâtons de dynamite (1 400 mégawatt-heures). Des douzaines d'incendies se sont produits dans des installations similaires à travers le monde.

Le projet Crescent Dunes stocke l'énergie sous forme de sels fondus. Pendant la journée, le soleil est concentré par des miroirs motorisés qui dirigent les rayons du soleil vers une tour centrale, où les sels liquides sont chauffés à haute température. Les sels chauds sont stockés dans un grand réservoir. Lorsque l'on a besoin d'électricité en début de soirée, la chaleur est prélevée dans le réservoir pour produire de la vapeur et actionner un turbogénérateur pour produire de l'électricité.

Crescent Dunes a souffert de fuites dans le réservoir de sel, ce qui l'a obligé à fermer pendant des mois. Par contrat, l'électricité a été vendue à NV Energy pour 135 dollars par mégawatt-heure, soit environ six fois plus que ce qu'il en coûterait pour produire la même quantité d'électricité dans les centrales au gaz naturel existantes.

Crescent Dunes peut bénéficier des subventions gouvernementales habituelles, qui s'élèvent à environ 75 % du coût de construction. Elle a obtenu une garantie de prêt de 700 millions de dollars de l'État au motif qu'il s'agissait d'une technologie pionnière et expérimentale, ce qu'elle était et est toujours.

Le fait que des problèmes soient apparus n'est pas surprenant. C'est ce qui arrive aux pionniers. Mais les échecs non inattendus de Crescent Dunes entachent la propagande selon laquelle l'énergie solaire est la vague du futur. Ainsi, il est nécessaire de tuer Crescent Dunes pour la fausse raison qu'il s'agit d'une technologie obsolète. Comme toute énergie solaire utilitaire, elle est inutile, mais c'était une tentative honnête de régler le grave problème que le solaire ne fonctionne pas bien en fin de journée, et pas du tout après le coucher du soleil.



Le solaire est inutile car il ne peut pas remplacer l'infrastructure de production du réseau électrique traditionnel. Au Nevada, une armée de centrales au gaz naturel ne sera jamais remplacée par le solaire. Elles doivent rester car elles sont nécessaires lorsque le soleil cesse de fonctionner parce qu'il fait nuageux ou parce qu'il fait nuit. Tout ce que le solaire permet de faire, c'est de réduire l'utilisation de ces centrales, en économisant du gaz naturel, un combustible très bon marché.

Sans subventions, en utilisant les centrales photovoltaïques moins chères, il en coûte environ 80 dollars par mégawatt-heure pour produire de l'électricité solaire. Mais l'électricité peut être produite dans les centrales au gaz naturel existantes pour 20 ou 25 dollars par mégawatt-heure, soit le coût du combustible. Les subventions gouvernementales massives accordées à l'énergie solaire donnent l'impression qu'elle est plus proche de la compétitivité qu'elle ne l'est en réalité.

L'idée que l'énergie solaire soit une solution pratique pour réduire les émissions de dioxyde de carbone est strictement une fantaisie. James Hansen, le scientifique qui a pratiquement créé la peur du réchauffement climatique, affirme que l'énergie renouvelable est une solution grotesque pour réduire les émissions. La raison en est qu'il en coûte environ 140 dollars par tonne d'émissions évitées grâce à l'énergie solaire. C'est trop cher. Il existe des méthodes bien meilleures.

Hansen plaide en faveur de l'énergie nucléaire. L'augmentation rapide des émissions de la Chine et de l'Inde éclipse les émissions des États-Unis, ce qui illustre le caractère hors de propos de l'entreprise des énergies renouvelables.

Les faiblesses de l'énergie solaire sont bien connues des gourous des énergies renouvelables. Mais ces faiblesses sont rarement exposées de manière brutale. Critiquer la puissante industrie solaire est dangereux pour les personnes qui sont susceptibles de subir des pressions économiques ou politiques. Les problèmes ont donc tendance à être minimisés, ou alors il est suggéré que les problèmes seront résolus par des améliorations futures.

Il y a un large contingent de législateurs fédéraux qui soutiennent les énergies renouvelables et soutiennent le récit de la catastrophe climatique. Il est peu probable que les scientifiques de l'Administration de l'information sur l'énergie ou du Laboratoire national des énergies renouvelables se disputent avec les membres du Congrès ou les sénateurs.

Les médias, à d'honorables exceptions près, sont généralement incapables de comprendre les questions techniques et finissent donc par parodier les communiqués de presse de l'industrie.

Le Penseur américain

Nouvelle décennie, nouvelles règles

Par Dmitry Orlov – Le 15 janvier – Source [Club Orlov](#)



Les frontières décennales sont des limites arbitraires, non liées à des phénomènes physiques autres que les changements de saisons habituels et ennuyeux. Mais à peine deux semaines après le début de la nouvelle décennie, l'atmosphère semble différente de celle de la décennie précédente, et il m'a été difficile de simplement suivre les changements radicaux qui se sont produits, sans parler de les analyser. Pourtant, je dois écrire, car non seulement les médias de masse sont, au mieux, complètement inutiles ou, au pire, nuisibles, mais même les commentateurs les plus éclairés et les plus indépendants semblent embourbés dans des paradigmes dépassés et fondés sur des hypothèses politiques et économiques invalidées. Cela m'incite à entrer dans la brèche et à essayer de remettre les choses en ordre.

Voici une brève liste des nouveautés de cette décennie :

– Si vous voulez faire sauter une base militaire américaine au Moyen-Orient, ou n'importe où ailleurs, allez-y. Il ne vous arrivera rien. Assurez-vous simplement de les avertir d'abord, afin qu'ils puissent évacuer ou se cacher dans des abris anti-bombes. Si vous n'avez pas de canaux diplomatiques vers les États-Unis, demandez de l'aide

aux Suisses. Ne vous inquiétez pas des systèmes de défense aérienne des USA, ils n'en ont pas. Mais ne vous emportez pas, car le but de l'exercice est de donner une leçon.

– En corollaire, si vous êtes un opérateur de drone américain, votre travail n'est plus aussi sûr que de jouer à un jeu vidéo (dans lequel vous assassinez des gens). Cette prise de conscience a probablement poussé certains opérateurs de drones américains à salir leurs couches et à chercher ensuite une aide psychologique, au cours de laquelle on leur a peut-être dit que le meurtre de masse est mauvais pour leur karma. Que la guérison commence !

– Si vous êtes une nation souveraine et qu'il vous arrive d'avoir des bases militaires américaines sur votre territoire que vous voulez voir disparaître, c'est maintenant faisable. Mais vous ne pouvez pas simplement dire aux Yankees de rentrer chez eux ; vous devez aussi leur payer quelque chose, alors préparez-vous à un lourd marchandage. Si ce marchandage ne se déroule pas bien pour eux, il peut être suivi d'un état dépressif, qui peut ou non être suivi de l'acceptation de la situation – parce que la dépression peut être l'état final permanent du processus de deuil.

– Si vous voulez assassiner des fonctionnaires publics qui voyagent à l'étranger pour affaires officielles et sous immunité diplomatique, c'est toujours totalement illégal et c'est un crime de guerre – à moins qu'il s'agisse de fonctionnaires américains, auquel cas je suppose que ce serait bien – puisque le procureur général américain William Barr (et ancien avocat de la défense de l'extraordinaire pédophile Jeffrey Epstein) a dit que c'était parfaitement légal (bien que moralement répugnant, je m'empresse d'ajouter).

– Si vous êtes l'armée américaine, ne supposez pas que vous pouvez effectuer des missions à partir de vos bases militaires à l'étranger, même si elles sont sur le territoire d'un allié de l'OTAN – et surtout si cet allié est la Turquie, numéro deux de l'OTAN. Plus précisément, ne supposez pas que vous pouvez mener vos missions d'assassinat politique à partir de la base aérienne d'Incirlik en Turquie. Les Turcs sont maintenant armés de systèmes de défense anti-aérienne russes et vous feront tomber du ciel plus vite que vous ne pouvez dire « *zone d'exclusion aérienne* ».

– Si vous êtes un entrepreneur militaire américain, vous pouvez pousser un soupir de soulagement car il n'est plus important de savoir si les systèmes d'armes que vous construisez sont bons, fonctionnent ou sont utiles pour un objectif déclaré ou non. Leur excellence est évaluée sur la base d'un seul paramètre : leur coût. L'armée américaine est la plus chère du monde, par conséquent, c'est la meilleure, aucune question dérangeante n'est permise. La Chambre des représentants a récemment voté pour interdire toute action militaire contre l'Iran, ce qui revient à faire voter les abeilles contre le miel. Mais apparemment, les nouvelles règles sont telles que les législateurs recevront des pots-de-vin pour leurs contributions à la campagne de la part des entrepreneurs de la défense, même si les armes ne sont pas utilisées. Certaines d'entre elles seront vendues aux Saoudiens désespérés (qui l'année dernière ont battu leur propre record de décapitations) et elles sont maintenant enfouies dans le sable ; d'autres à des vassaux de l'OTAN. Le nouveau *modus operandi* pour l'armée américaine est « *Ne discutons pas et prétendons qu'on l'a fait* ».

– Les avions de Boeing, surtout les 737 MAX, sont connus pour s'écraser chaque fois que quelqu'un éternue. Plus récemment, les dirigeants de Boeing ont aussi fait du parachutisme sans parachute doré. Et nous avons maintenant deux cas de Boeing qui se sont écrasés pour des raisons politiques plutôt que mécaniques ; celui de la *Malaysian Airlines*, le MH17, au-dessus de l'Ukraine était le premier ; et maintenant le PS752 de l'*Ukraine International Airlines* au-dessus de l'Iran en est un autre. Ma théorie est que ce 737-800 était un zombie. Il a été piraté et piloté par télécommande : le transpondeur a été éteint, la radio a été coupée, puis il a exécuté un virage en biais inexplicable à tribord vers l'espace aérien restreint au-dessus de Téhéran. Et puis il a été abattu par un missile sol-air iranien. Rien d'autre ne correspond aux faits jusqu'à présent, mais j'attends les résultats de l'enquête. La nouvelle règle est la suivante : si vous ne pouvez pas gagner diplomatiquement et ne pouvez pas rivaliser militairement, alors essayez de provoquer une catastrophe humanitaire mineure et préparez-vous à faire

du foin politiquement. Mais s'il vous plaît, ne vous faites pas prendre à concocter vos infox alors que l'avion est encore en vol !

– Si votre pays a été en proie à une guerre civile et que vous voulez y mettre fin, vous devez aller directement à Moscou et parler à Poutine. Que ce soit en Libye, en Syrie, en Afghanistan ou en Irak, c'est à Moscou que les erreurs de la politique étrangère occidentale sont corrigées. Vous pouvez toujours prendre l'avion pour New York (à condition d'obtenir un visa), mais vous serez alors obligé de participer à des réunions interminables à l'ONU et d'écouter les Américains parler « *de liberté et de démocratie* » alors que rien ne sera fait. Genève est toujours une bonne destination au cas où vous souhaiteriez acheter une montre-bracelet de haute qualité. Pour tout le reste, il y a Moscou. Si vous voulez des résultats rapides, laissez les Américains complètement en dehors de la boucle.

– Si vous êtes une ancienne puissance industrielle qui a dilapidé ses ressources dans des panneaux solaires et des éoliennes tout en fermant vos centrales à charbon (pour éviter une augmentation potentielle de la température moyenne mondiale de $4^{\circ}\text{C} \pm 15^{\circ}\text{C}$ d'ici 2100) ainsi que vos centrales nucléaires (à cause de Fukushima), vous devez également vous rendre à Moscou. Pour lisser la production d'énergie intermittente et irrégulière du soleil et du vent, vous aurez besoin de beaucoup d'importations de gaz naturel bon marché, et ici, Gazprom, la compagnie russe, est votre ami. (Le $+4^{\circ}\text{C}$ est tiré de l'estimation consensuelle du GIEC, et $\pm 15^{\circ}\text{C}$ est la marge d'erreur, basée sur l'analyse de la propagation des erreurs standard sur les mesures climatiques actuelles ; donc, oui, cela pourrait être $+19^{\circ}\text{C}$, ou cela pourrait être -11°C , ou n'importe quoi entre les deux – faites votre choix ! – bien que $+19^{\circ}\text{C}$ ne semble pas physiquement possible alors que -11°C nous placerait au milieu du [prochain cycle de glaciation](#) de cent mille ans). Votre autre option est d'attendre que vos « *énergies renouvelables* » s'épuisent, puis de relire cet article à la lumière d'une bougie tout en pleurant doucement.

– De retour sur la planète Terre dans les années 2020, les États-Unis semblent tout à fait comparables à l'Empire romain au 3^e siècle après J.-C., où les légionnaires étaient payés en pièces de cuivre plutôt qu'en argent et se voyaient attribuer des terres agricoles qui avaient été envahies par les barbares alors que la population vivait de pain et de cirques (dans le cas des États-Unis, c'est la bière, le cannabis ou les opiacés et le porno sur Internet ou à la télévision). Vivant très au-dessus de leurs moyens, les États-Unis s'endettent à raison de 3,5 unités de dette nouvelle pour chaque unité de PIB qu'ils produisent. La moitié de la population américaine dépense plus qu'elle ne gagne. Cela ne durera pas ! Déjà, dans ce qui ressemble à une rediffusion de la Grande Dépression, des centaines de milliers de personnes vivent dans les rues ; cela ressemble à une tendance majeure. Si l'on regarde l'Occident de façon plus générale, les jeunes du monde entier ne sont pas particulièrement attirés par une combinaison de la gay pride et de la charia (dans le 1^{er} cas, il s'agit de se travestir et de se pavaner en agitant le drapeau arc-en-ciel, et dans l'autre, il s'agit de violer en bande des vierges et de fouetter les gens pour sodomie et adultère). Cela ne durera pas non plus.

J'espère que vous trouverez utiles ces condensés de notre nouvelle réalité. Je ferai de mon mieux pour les développer dans d'autres analyses plus complètes dans les semaines à venir. Étant donné le rythme des changements survenus jusqu'à présent au cours de la décennie, ce sera difficile de suivre le rythme, mais je vais essayer.

Le Canada sur la voie de l'échec climatique

Alexandre Shields 4 janvier 2020 LeDevoir.com

[JEAN-PIERRE : à l'inverse, une « réussite climatique » ne peut pas exister.]



Ottawa admet déjà que les émissions du secteur pétrolier augmenteront au moins jusqu'en 2030.

S'il veut respecter ses engagements climatiques, le gouvernement Trudeau devra présenter des mesures nettement plus ambitieuses que celles qui ont été mises en oeuvre au cours de son premier mandat. Celles-ci devraient générer un recul d'à peine 10 % des émissions de gaz à effet de serre du Canada d'ici 2030. Et même en ajoutant celles qui ont été annoncées, les objectifs de l'Accord de Paris ne seront pas atteints. Pendant ce temps, Ottawa admet déjà que les émissions du secteur pétrolier augmenteront au moins jusqu'en 2030.

Ces constats se dégagent du [Quatrième rapport biennal du Canada](#) déposé à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Ce document de 200 pages, qui précise l'impact prévu des mesures mises en oeuvre au cours du premier mandat libéral, mais aussi celui des mesures « annoncées, mais qui n'ont pas encore été mises en place », a été mis en ligne le 2 janvier sur le site de l'organisme onusien.

En tenant compte des « mesures » du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques en vigueur en septembre 2019, on constate que les émissions de gaz à effet de serre (GES) du pays atteindraient 673 millions de tonnes (Mt) en 2030. Cela représente un recul d'environ 10 % par rapport à 2005 (730 Mt), alors que la cible fédérale en vigueur prévoit un recul de 30 % des émissions, pour les porter à 511 Mt.

Fait à noter, ce recul de 10 % tient compte des effets de plusieurs mesures phares, dont la taxe fédérale sur le carbone, les « investissements dans le transport en commun », le plan de fermeture des centrales au charbon et les « mesures incitatives pour les véhicules zéro émission ». Il tient aussi compte des mesures des provinces, dont le marché du carbone et le programme « Roulez électrique » du Québec.

[Mettre en place le train de mesures nécessaires] dans le contexte d'une population qui achète des quantités records de camions légers, s'étale sur les terres agricoles pour y mettre des piscines hors terre individuelles et désire prendre des vols pour Cancún régulièrement est très délicat, voire impossible

— **Pierre-Olivier Pineau**

Le gouvernement Trudeau a toutefois prévu des « mesures supplémentaires », dont la « norme sur les carburants propres », des « interconnexions électriques » entre certaines provinces et des objectifs de protection du territoire. Ces mesures « en cours d'élaboration » devraient permettre de réduire davantage les émissions de GES. Ainsi, le bilan atteindrait 588 Mt en 2030, selon le rapport déposé aux Nations unies. Cela représente un recul de 19 %, par rapport à 2005.

Fait à noter, même en tenant compte de ces « mesures supplémentaires », les émissions du secteur « pétrole et gaz » devraient continuer d'augmenter d'ici 2030. Dans 10 ans, ce secteur générerait ainsi 199 Mt de GES,

contre 158 Mt en 2005. Son poids dans le bilan national augmenterait donc à 33 %, si les émissions se situaient à 588 Mt, contre 27 % à l'heure actuelle.

Le seul secteur de l'exploitation pétrolière et gazière représenterait plus de 150 Mt, soit trois fois toutes les émissions de GES du Québec, si la province respecte ses cibles climatiques à l'horizon 2030. « Cette augmentation est attribuable à la croissance dans la production de bitume à partir des sables bitumineux », peut-on lire dans le rapport.

Le document met aussi en lumière une croissance des GES de l'ordre de 12 Mt dans le secteur industriel lourd, notamment en raison de hausses dans le secteur minier, la sidérurgie, les produits chimiques et les engrais.

Ministre confiant

Puisque la cible de réduction de 30 % du Canada à l'horizon 2030 impose de réduire les émissions à 511 Mt, le manque à gagner pourrait atteindre 77 Mt. Ce chiffre équivaut à la totalité des émissions de GES du Québec en 2017, selon le plus récent bilan provincial.

Le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Jonathan Wilkinson, se dit toutefois convaincu de pouvoir « dépasser » la cible fixée pour 2030, tout en réitérant l'engagement libéral en faveur « des émissions nettes nulles d'ici 2050 ». Cet objectif sera bel et bien inscrit « dans la loi », a-t-il fait valoir vendredi, en réponse aux questions du *Devoir*.

511 Mt

C'est la cible d'émissions de GES visée par le Canada pour 2030. Mais selon le bilan déposé aux Nations Unies, Ottawa est toujours loin de cet objectif.

« Pour nous aider à y parvenir, nous avons pris l'engagement de mettre en oeuvre de nouvelles mesures qui réduiront la pollution plus rapidement, comme par la plantation de deux milliards d'arbres et l'adoption d'autres solutions axées sur la nature, la réduction du gaspillage d'énergie et des factures énergétiques, l'accroissement de la disponibilité de l'énergie propre, la protection et la conservation d'une superficie record de terres et d'océans du Canada, l'appui aux entreprises de technologie propre à émissions zéro, et plus encore », a-t-il ajouté, dans une réponse écrite.

Le porte-parole de Greenpeace, Patrick Bonin, ne partage toutefois pas l'optimisme de M. Wilkinson. « Nous sommes en voie de rater complètement la cible actuelle, qui est largement insuffisante pour répondre aux exigences de la science climatique, si on veut se donner une chance raisonnable de limiter le réchauffement à 1,5 degré Celsius », a-t-il fait valoir vendredi.

Le Réseau Action climat, qui regroupe plusieurs groupes écologistes du pays, réclame une réduction des émissions de GES du Canada d'au moins 60 % d'ici 2030, par rapport à 2005. Et selon les constats du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), il faut cibler une réduction de 45 % des émissions d'ici 2030, par rapport au niveau de 2010. Pour y parvenir, le Canada devrait ramener ses émissions à 381 Mt.

Mesures impopulaires

Dans ce contexte, comment accélérer la réduction des émissions au pays ? Titulaire de la chaire de gestion du secteur de l'énergie à HEC Montréal, Pierre-Olivier Pineau estime que « la difficulté n'est pas de trouver les

mesures à mettre en place, mais de trouver des mesures qui ne provoquent pas un rejet électoral tel que rien ne se fera ».

Il existe selon lui plusieurs mesures très concrètes qui pourraient être mises de l'avant, si l'électorat se montrait ouvert : une « taxe kilométrique ajustée selon le poids des véhicules, les lieux et les moments d'utilisation », le déploiement du transport actif et en commun, mais aussi du covoiturage, des « corridors régionaux » pour le transport part train et une « optimisation » du transport de marchandises.

381 Mt

C'est la cible d'émissions de GES que le Canada devrait viser pour 2030, afin de respecter les recommandations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

M. Pineau souligne aussi la pertinence de « mettre un prix » sur les émissions de méthane du secteur agricole, réduire « de 80 % de la demande en énergie des bâtiments pour 2050 » et élaborer « des plans de décarbonisation » du secteur industriel, en favorisant le développement technologique.

« Faire tout cela dans le contexte d'une population qui achète des quantités records de camions légers, s'étale sur les terres agricoles pour y mettre des piscines hors terre individuelles et désire prendre des vols pour Cancún régulièrement est très délicat, voire impossible », laisse toutefois tomber Pierre-Olivier Pineau.

Les Québécois consomment de plus en plus de pétrole

Alexandre Shields 18 janvier 2020



En 2018, les camions et les voitures à essence représentent respectivement 64% et 33% du total de toutes les ventes de véhicules neufs au Québec.

Alors que le Québec se targue depuis plusieurs années d'être un leader en matière de lutte contre les changements climatiques et de transition énergétique, les Québécois consomment toujours plus de produits pétroliers et achètent de plus en plus de camions légers (VUS), selon ce qui se dégage de [l'édition 2020 du rapport L'État de l'énergie au Québec](#).

« Les tendances énergétiques québécoises actuelles ne sont pas rassurantes », résume Pierre-Olivier Pineau, titulaire de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie de HEC Montréal, qui produit chaque année ce rapport.

Concrètement, « sans virage majeur », M. Pineau constate qu'« il n'est pas envisageable d'atteindre nos cibles de réduction de la consommation de produits pétroliers et d'émissions de gaz à effet de serre » à l'horizon 2030. Selon les engagements actuels du gouvernement en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, on espère alors atteindre une réduction de 37,5 % par rapport à 1990. Les réductions atteignaient cependant 8,7 % en 2017, loin de l'objectif de réduction de 20 % à l'horizon 2020.

En ce qui a trait à la consommation de produits pétroliers, l'objectif est d'atteindre une réduction de 40 % d'ici 2030. Or, la tendance est plutôt à la hausse, « malgré plusieurs initiatives notables », dont l'électrification des transports et le développement de biocarburants.

40 %

C'est l'objectif de réduction de consommation de pétrole d'ici 2030 dans la province.

Le Québec continue d'accroître sa consommation de produits pétroliers, constate ainsi le rapport publié vendredi. La hausse atteint 10 % sur la période 2013-2018, avec une moyenne quotidienne de 365 000 barils en 2018. « De 1990 à 2018, les ventes totales de produits pétroliers raffinés ont progressé de 22 %, pendant que celles d'essence augmentaient de 47 % », peut-on également lire dans le document.

Records pour les VUS

Malgré la hausse des ventes de véhicules électriques et les installations de bornes de recharge, par exemple, « les ventes de camions légers au Québec ont encore battu des records, de même que les ventes d'essence, qui ont dépassé pour la première fois les 10 milliards de litres consommés en une année », souligne la Chaire de gestion du secteur de l'énergie de HEC Montréal.

Selon les données disponibles pour produire le rapport, soit celles de 2018, les ventes de véhicules électriques ou hybrides représentaient à peine 3 % de toutes les ventes de véhicules neufs au Québec, tandis que les camions et les voitures représentaient respectivement 64 % et 33 % du total. Dans le parc automobile québécois, on comptait 25 % de camions légers en 2003, contre 41 % en 2018.

« De 1990 à 2017, le parc de véhicules personnels au Québec a augmenté de 65 %, soit une hausse près de trois fois plus importante que la croissance démographique de la province (+19 %) », précise le rapport. Les catégories de véhicules qui ont connu la plus forte progression durant cette période sont les camions légers pour passagers, dont les véhicules utilitaires sports, avec une hausse de 282 %.

« Les mesures actuelles, dont le marché du carbone, aident le Québec à réduire son utilisation de combustibles fossiles et ses émissions de gaz à effet de serre, mais ne sont pas suffisantes. Pour réussir la transition, il faudra prioriser une transition vers une économie qui minimise la consommation et les pertes d'énergie, améliore sa productivité énergétique et favorise des stratégies d'économie circulaire », souligne M. Pineau.

10 %

C'est la hausse de consommation de produits pétroliers au Québec pour la période 2013-2018, avec une moyenne quotidienne de 365 000 barils en 2018.

Par ailleurs, depuis 2015, les approvisionnements en pétrole canadien et américain « ont considérablement augmenté », peut-on lire dans le rapport. En date du 19 octobre 2019, il a été estimé que ces deux sources correspondraient au total des approvisionnements en pétrole du Québec, dont 38 % de l'Ouest canadien et 62 % des États-Unis.

Quant à la consommation de gaz naturel, « comme la production non traditionnelle de gaz de schiste s'accroît en Amérique du Nord, la proportion de cette source dans le réseau québécois va en grandissant ».

Forum à Davos, le bal des hypocrites

Michel Sourrouille 21 janvier 2020 / Par [biosphere](#)

Davos, Forum économique mondial en Suisse où décideurs économiques et socio-politiques se rencontrent. 3 000 participants à partir du mardi 21 janvier. Il y a des tables rondes du type « *Eviter l'apocalypse climatique* ». 119 milliardaires, américains, indiens ou russes, défilent au cours de cette édition, pesant ensemble près de 500 milliards de dollars. Des centaines de militants marchent vers la station transformée en forteresse et dénoncent « *une farce* » pour sauver la planète... C'est un choc des titans, avec des préoccupations diamétralement opposées et des milliards là où ça fait mal.

Greta Thunberg à Davos : « *le climat et l'environnement sont un sujet d'actualité aujourd'hui, mais en pratique, rien n'a été fait, les émissions de CO2 n'ont pas diminué* »

Donald Trump : « *En route pour Davos, pour rencontrer les Leaders du monde et des affaires, et ramener des centaines de milliards de dollars aux Etats-Unis ! Nous sommes le NUMERO UN dans l'univers, de loin* »*.

Il n'y a donc rien à retrancher de [notre point de vue sur Davos](#) en 2011 : L'oligarchie se réunit régulièrement, le groupe Bilderberg depuis 1952, la commission Trilatérale depuis 1973, le [Forum économique mondial](#) depuis 1987. Ces hommes et ces femmes partagent des convictions : la globalisation, la libre circulation du capital, le marché interconnecté pour permettre aux multinationales de progresser. L'oligarchie ne se dissimule plus. Dans la débâcle de 2008, la branche politique de l'oligarchie a mobilisé l'épargne publique pour éviter l'effondrement, la branche financière a continué à piller. Quand le profit est placé au-dessus de l'intérêt général, la morale est pervertie. Comme l'écrit Hervé Kempf, « *les puissants ne sont pas les meilleurs, ils visent d'abord la conservation de leur puissance, ils gouvernent en vue de leur propre but qui est, dans le capitalisme finissant, une accumulation sans limites de richesses et de prestige ostentatoire. En Egypte la classe dirigeante, qui pressure le peuple avec un cynisme éhonté, fait éduquer dès le plus jeune âge ses enfants en anglais ou en français, et non en arabe, la langue du pays. L'oligarchie mondiale n'a pas d'autre patrie que celle de l'argent* »**. Notons que les forums antérieurs n'avaient rien vu venir de la crise financière de 2008, l'oligarchie ne peut envisager que sa prospérité à court terme. Cette oligarchie n'est pas prête à assumer les responsabilités que le pic pétrolier et autre épuisement des ressources imposent. Mais comment la remplacer quand on sait que le pouvoir ne sera jamais dans la rue ?

* LE MONDE du 22 janvier 2020, En attendant Trump à Davos, Greta Thunberg estime que « rien n'a été fait » pour le climat

** [L'oligarchie, ça suffit, vive la démocratie](#) d'Hervé Kempf (Seuil, 2010)

Pandémies mortelles, SRAS, H5N1, H7N9

Michel Sourrouille 21 janvier 2020 / Par [biosphere](#)

Contagion, le film de Steven Soderbergh, cartographie la propagation mondiale d'un virus qui tue rapidement ses victimes*. Très réaliste, trop ! En juin 1918, 70 % de la population madrilène fut contaminée en l'espace de trois jours par la grippe espagnole. De 1918 à 1919, ce virus de type H1N1 a fait mondialement entre 30 millions et 100 millions de morts. Comme si la contamination virale naturelle ne suffisait pas, [James Howard Kunstler](#) envisage que des régimes submergés par les pressions démographiques utilisent des virus « fabriqués » contre les populations (après avoir bien sûr vacciné une élite présélectionnée !). C'est tout-à-fait

dans l'ordre des possibles, une série d'expérimentations a cherché à rendre contagieux des virus grippaux mortels. Les deux pathogènes soumis à expérience, le H5N1 et le H7N9, sont extraordinairement meurtriers. Les malades, après une brutale poussée de fièvre, développent généralement une pneumonie, puis une grave détresse respiratoire à l'issue souvent fatale. Ces grippes ne parviennent pas encore à passer d'un homme à un autre. Mais quelques mutations suffisent pour que ces virus grippaux deviennent transmissibles par « aérosolisation », voyageant dans les gouttelettes émises par la toux et les éternuements entre humains.

La réalité dépasse la fiction. La Chine vient d'annoncer le 20 janvier un troisième mort et près de 140 nouveaux cas du mystérieux virus, analogue au SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère ou pneumonie)**. A Wuhan, 11 millions d'habitants, 136 nouveaux cas ont été répertoriés durant le week-end. S'y ajoutent des nouveaux cas à Pékin, en Thaïlande, au Japon. Les déplacements de population multiplient les risques de contagion. Et l'épidémie survient à l'approche des festivités du Nouvel An chinois, période durant laquelle des centaines de millions de personnes profitent de l'occasion pour voyager, dans le pays et à l'étranger.

La fin des épidémies explique pour une part l'explosion démographique, mais la surpopulation implique des risques croissants d'épidémies. C'est ce qu'on appelle une causalité circulaire. Wuhan, 11 millions d'habitants, la folie. La Chine, 350 millions de porcs tués pour juguler une épidémie de peste porcine. L'élevage en batterie des humains et des animaux ne présagent rien de bon... La concentration humaine accentue les risques de contamination. *« Quand l'épidémie de peste noire éclata en 1347, on vit disparaître les deux tiers de la population européenne. La cause apparente, ce sont les rats qui ont transporté le bacille. Mais en y regardant de plus près on s'aperçoit que dans les deux siècles qui précèdent l'épidémie, une expansion fantastique des villes avait eu lieu sans que soient préservées les nécessités hygiéniques minimales dans un espace au peuplement dense. Le bacille de la peste trouva ainsi un terrain favorable dans une situation de saturation urbaine. L'événement « rats » fut l'effet de seuil qui déclencha la catastrophe. Or on se réjouit de nos jours d'une population urbaine qui atteindrait bientôt plus de 80% sur l'ensemble de la planète, avec des mégapoles de plus de 20 millions d'habitants. Ne peut-on penser que nous sommes, au niveau mondial, dans une situation assez proche de celle du XIVe siècle en Europe ? »****

* La fin du pétrole (le vrai défi du XXIe siècle) de James Howard Kunstler (2005)

** LE MONDE du 21 janvier 2020, En Chine, la mystérieuse pneumonie fait un troisième mort

*** [Moins nombreux, plus heureux](#) (livre collectif aux éditions Sang de la Terre, 2014)

CA CRAQUE !

22 Janvier 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

D'abord, petite musique de fond pour vous [mettre dans l'ambiance](#).

- Il n'y a pas d'espoir pour l'Europe, par un groupe de marxistes léninistes mao-trotskyistes bien connu : [Or.fr](#). Pas vrai, il n'y a jamais eu d'espoir pour le truc qu'on appelle "l'Europe", et qu'il faut lire "Union européenne".

- La dette des USA va engloutir le monde. Pas vrai. Il est déjà englouti.

- Le massacre de la sous-traitance du 737 Max, [va bon train](#). Sans qu'Airbus n'en profite. La demande est totalement inélastique. Curieux de voir que c'est par les constructeurs aéronautiques que le secteur du transport aérien va imploser, dans sa bulle de merde et d'endettement. Boeing boeing veut taper le secteur bancaire de 10 milliards de dollars. Ils sont tellement cons qu'ils sont capables de lui filer.

- [Pot pourri](#) sur "the economic collapse". Les médias s'aperçoivent -enfin- du krach du secteur automobile.

- [Stockez des \\$](#), en billets de faible valeur. Dans 2 siècles vos arrières-petits enfants vous remercieront. En 1971 100 \$ = 100 grammes d'or, aujourd'hui, 3.

- Le monde connaîtra [une hyperinflation](#) ? Elle n'est pas déjà là ??? C'est le phénomène observé en 1917. Hyperinflation de papier monnaie et déflation en or. Mais il n'y a pas d'alternative. Soit la Fed monétise à tout va, soit tout s'effondre immédiatement. [Entre l'effondrement](#) un peu plus tard, et tout de suite, on choisira un peu plus tard.

- [Les rats quittent le navire](#). Certains vous disent que le capitalisme néo-libéral est un échec.

- [Au Mexique](#), tout baigne. 35 000 homicides. Et le retour au calme dès que les USA se seront disloqués. En effet, il n'y aura plus de clients pour les narcos. Le chiffre réel est très sous estimé, étant donné la propension des cartels à enterrer discrètement ses victimes. L'économie de la cocaïne, d'ailleurs, se porte très bien au Mexique, et soutient tout le reste de l'économie.

LES CAHIERS DE BADIA BENJELLOUN

"L'Etat organise le déficit en réduisant les cotisations patronales puis veut engager des contre-réformes qui pénalisent les travailleurs en les culpabilisant de vivre trop longtemps, ce qui n'est vrai que pour les classes les plus aisées, moyennes supérieures et au-delà. Les réformes entreprises sous Reagan, augmenter les cotisations, ont largement équilibré un système de retraite par répartition des pensionnés de l'Etat fédéral durablement alors que les retraites par capitalisation des Etats, gérées selon le principe de la capitalisation connaissent un déficit abyssal qui préfigure d'une faillite."

On peut lire en entier l'intervention de [Badia Benjelloun](#).

Il reste aussi à rappeler le deal des années 1930 entre Pierre Laval et le comité des forges qui devint le CNPF puis le MEDEF. Par crainte des communistes, il fut proposé de compléter chaque franc de cotisation ouvrière, par 2 francs de cotisation patronale. Il leur apparaissait judicieux d'être un peu moins riche, plutôt que tout à fait mort.

Aujourd'hui, black rock est fêté, médaillé, alors qu'il n'y a rien de plus pourri comme firme financière, coincé entre les spéculations sur indices et investissements vaseux dans le pétrole de schiste.

Le secteur bancaire, dans son ensemble, défaille, et défaille gravement, depuis septembre. [Les problèmes](#) du REPO, montrent des banques gravement atteintes.

Lorsque vous coupez à travers toutes les conneries ésotériques, ce qui se cache probablement derrière tout cela est la dynamique d'un approvisionnement énergétique mondial abordable défaillant. Oui, c'est vrai. L'économie mondiale ne fonctionne plus, alors nous avons plutôt recours à des escroqueries et à des fraudes. Cela doit sembler fou, surtout aux Américains, qui regardent notre production record de pétrole de près de 13 millions de barils par jour maintenant et qui voient le ciel bleu de « l'indépendance énergétique » à perte de vue. Le problème, c'est que c'est l'hologramme d'un mirage au bout d'une chaîne de Ponzi. Il suffit de dire que l'huile de schiste ne rapporte tout simplement pas d'argent et que tout le reste du pétrole conventionnel dans le monde est de plus en plus difficile à obtenir. Une grande partie de ce pétrole-là se trouve au Moyen-Orient.

[Quand à la dette américaine](#), quand la dette publique avait seulement dépassé les 1000 milliards de \$ (contre 23 000 aujourd'hui), Ronald Reagan avait prédit sa fin : "Le marché décidera". Pour la dette aussi.

SECTION ÉCONOMIE



Le monde connaîtra une hyperinflation d'un niveau inimaginable aujourd'hui ! Et cela se terminera en implosion déflationniste des actifs et des dettes !!

Publié le 21 janvier 2020 à 08:00:20 / 0 commentaire / 1 008 vues

Lorsque l'impression monétaire s'intensifiera de pair avec les défauts de paiement, le monde connaîtra une hyperinflation d'un niveau inimaginable...



USA: Enfin, les médias mainstream admettent que le secteur auto plonge en récession. Et attention, la situation continue de s'aggraver..."

Publié le 21 janvier 2020 à 23:45:29 / 2 commentaires / 391 vues

La plupart des secteurs les plus importants de l'économie mondiale sont déjà en récession et pourtant nous sommes censés croire que les perspectives

économiques à... Lire la suite



La Russie bientôt second producteur d'or mondial ? "Elle sait que le système financier n'est pas viable !"

Publié le 21 janvier 2020 à 21:27:12 / 1 commentaire / 429 vues

La Russie s'apprêterait à doubler l'extraction d'or sur son territoire afin d'en devenir le deuxième producteur mondial, devant l'Australie et derrière la... Lire la suite



La disparition du dollar comme monnaie de réserve internationale est une certitude

Publié le 21 janvier 2020 à 12:00:20 / 8 commentaires / 913 vues

La disparition du dollar comme monnaie de réserve internationale est une certitude. Ce n'est qu'une question de temps. Le dollar ne peut être... Lire la suite



La dette des Etats-Unis va engloutir le monde entier

Publié le 22 janvier 2020 à 10:00:55 / 7 commentaires / 853 vues

La situation aux États-Unis n'est pas bonne du tout. Il n'existe pratiquement aucune statistique publiée qui ait quoi que ce soit à voir avec la réalité. Le vrai... Lire la suite

Le bilan de la BCE a enflé de 4,6 milliards € et atteint 4660,34 milliards € alors que Lagarde continue de faire tourner la planche à billets

Le 21 Jan 2020 à 21:00:49 / 1 Commentaire / 291 vues

👍 0 👎 0 ⓘ Noter



Le bilan de la BCE a continué d'enfler la semaine dernière. Le total des actifs de la BCE a augmenté de 4,6 milliards d'euros (Cette dernière vient de relancer son programme de rachats d'actifs à un rythme mensuel de 20 milliards d'euros) et atteint désormais plus de 4660 milliards d'euros, ce qui représente environ 40,3% du PIB de la zone euro. Depuis Mars 2015, la BCE a imprimé plus de 2600 milliards d'euros pour rien selon Philippe Herlin, économiste au Conservatoire national des arts et métiers.

La liquidité mondiale vient d'atteindre un nouveau record propulsant les marchés à des sommets historiques.

Le 21 Jan 2020 à 21:39:25 / 2 Commentaires / 350 vues

👍 1 👎 0 ⓘ Noter

Nos banquiers centraux inondent les marchés de tombereaux de liquidités. La liquidité mondiale vient d'atteindre un nouveau record propulsant les marchés à des sommets historiques. Combien de temps encore tiendra ce subterfuge ?





Un monde assis sur une montagne d'endettement !

Publié le 22 janvier 2020 à 06:00:38 / 0 commentaire / 370 vues

Comment un monde endetté de 250.000 milliards de dollars et nageant dans plus d'1 million de milliards de dollars de produits dérivés sans valeur peut-il s'en... Lire la suite



USA: Enfin, les médias mainstream admettent que le secteur auto plonge en récession. Et attention, la situation continue de s'aggraver..."

Publié le 21 janvier 2020 à 23:45:29 / 2 commentaires / 1 202 vues

La plupart des secteurs les plus importants de l'économie mondiale sont déjà en récession et pourtant nous sommes censés croire que les perspectives

économiques à... Lire la suite

Le monde connaîtra une hyperinflation d'un niveau inimaginable aujourd'hui ! Et cela se terminera en implosion déflationniste des actifs et des dettes !!

Source: or.fr Le 21 Jan 2020



Lorsque l'impression monétaire s'intensifiera de pair avec les défauts de paiement, le monde connaîtra une hyperinflation d'un niveau inimaginable aujourd'hui. À ce stade, **la dette s'élèvera probablement des dizaines de quadrillions**. La plupart des gens diront que la dette n'atteindra jamais ces niveaux. Quiconque a étudié les données historiques des défauts sur la dette, de l'impression d'argent et de l'hyperinflation se rendra compte que dans ces périodes, la dette atteint des multiples de son niveau initial.

L'impression monétaire et l'hyperinflation deviennent un cercle vicieux qui se nourrit de lui-même. Les banquiers centraux, impuissants, perdent le contrôle et paniquent avant de se lancer dans la création monétaire. Au bout du compte, ce sera un échec, puisque la monnaie imprimée ne crée aucune richesse. À ce moment-là, la dépression hyperinflationniste se transforme en dépression déflationniste. Tout le crédit disparaît dans un trou noir, ainsi qu'une grande partie du système financier. Les actifs adossés à la monnaie imprimée s'effondrent de 90% ou plus.

On peut donc éviter l'hyperinflation. Cela est possible si les banquiers centraux sont trop lents à réagir quand les défauts de paiement débiteront. Nous irions alors directement vers un effondrement déflationniste, avec une défaillance totale du système financier et une dépression très grave et prolongée.

Soit nous assisterons à une destruction totale de la monnaie fiduciaire dans un scénario hyperinflationniste, soit à un effondrement du système financier en cas d'implosion déflationniste des actifs et des dettes. Nous aurons probablement les deux. D'abord l'hyperinflation, puis la déflation. Mais même en période d'hyperinflation, la dette et les actifs de la bulle se dégonfleront alors que les matières premières, y compris la nourriture, seront touchés par l'hyperinflation.

La disparition du dollar comme monnaie de réserve internationale est une certitude

Source: or.fr Le 21 Jan 2020



La disparition du dollar comme monnaie de réserve internationale est une certitude. Ce n'est qu'une question de temps. Le dollar ne peut être considéré comme le rocher du système monétaire mondial. Depuis l'abandon de l'adossement du dollar à l'or en 1971, il a perdu 98 % en termes réels par rapport à l'or. Mais le dollar a aussi beaucoup perdu contre la plupart des autres devises. En francs suisses par exemple, le dollar a chuté de 77% depuis 1971.

Le dollar est soutenu par des dettes et des déficits massifs. Les États-Unis n'ont pas enregistré d'excédent budgétaire réel depuis 1960, ni d'excédent commercial depuis 1975. Le dollar n'est soutenu que par la dette et une armée forte. Le pays vit sur du temps emprunté.

Le tsunami de la dette pourrait bouleverser l'économie mondiale

Le 27 décembre 2019 – Source Birch Gold Group



BIRCH GOLD GROUP
The Precious Metal IRA Specialists

À un moment donné, un problème économique s'aggrave tellement qu'il faut payer les pots cassés. Aux [États-Unis](#) et dans le monde, l'un de ces problèmes semble être les montagnes de dettes.



[Jim Rickards](#)

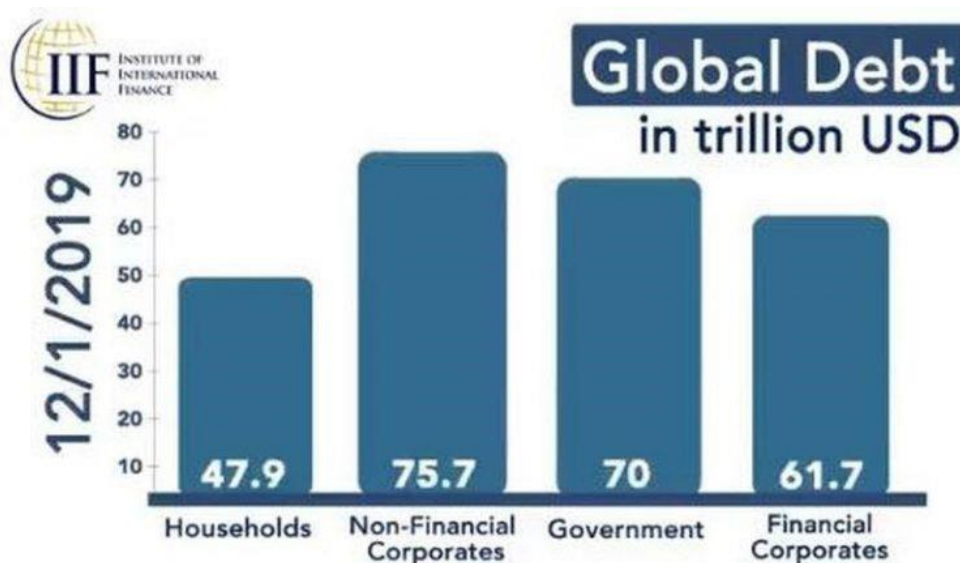
Jim Rickards a récemment [publié](#) une proclamation désastreuse sur la situation de la dette mondiale :

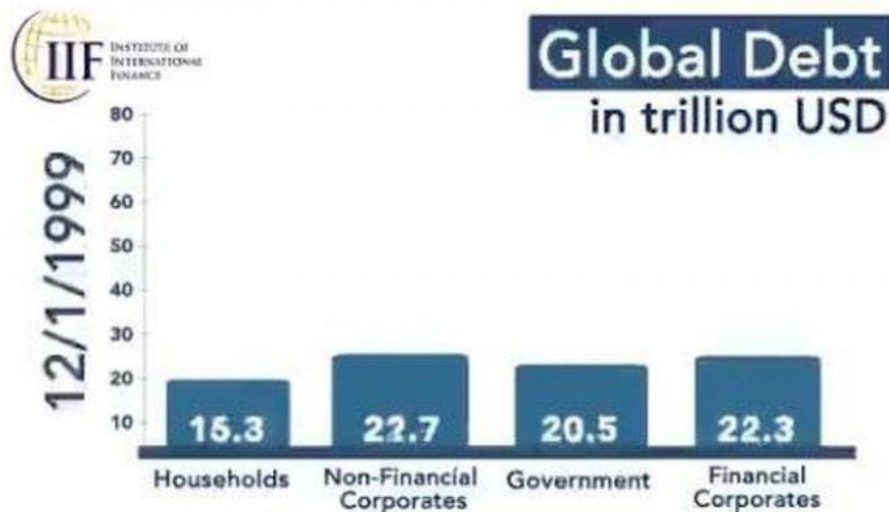
Les niveaux d'endettement mondiaux actuels ne sont tout simplement pas viables. La dette est en fait soutenable si elle est utilisée pour des projets à résultat positif et si l'économie qui soutient la dette croît plus rapidement que la dette elle-même. Mais aucune de ces conditions ne s'applique aujourd'hui.

En d'autres termes, la majeure partie de la dette mondiale que nous accumulons n'est pas utilisée à des fins productives. Au lieu de cela, elle est utilisée pour servir «*les avantages corporatifs, les intérêts et les dépenses discrétionnaires*», selon Rickards.

Cette croissance de la dette devrait se poursuivre. Selon *l'Institute of International Finance (IIF)*, la dette mondiale devrait [dépasser](#) **255 000 milliards de dollars** d'ici la fin de cette année, et il ne voit pas le rythme d'accumulation de la dette ralentir.

En fait, vous pouvez voir ci-dessous comment la dette mondiale officielle a déjà grimpé en flèche, passant d'environ 80 000 milliards de dollars en 1999 à ce nouveau record :





Zero Hedge [rapporte](#) que, d'ici la fin de l'année, la dette mondiale sera "à peu près équivalente à 330% du PIB mondial, un record".

Avec une dette dépassant la croissance d'une telle marge, nous approchons rapidement du jour du *Jugement Dernier*. Et quand ce jour arrivera, cela pourrait être désastreux.

Rickards : «*C'est une crise mondiale catastrophique de la dette qui attend de se produire.*»

Un autre article Zero Hedge [rapporte](#) :

La Banque mondiale a examiné les quatre principaux épisodes d'augmentation de la dette survenus dans plus de 100 pays depuis 1970 – la crise de la dette latino-américaine des années 80, la crise financière asiatique de la fin des années 90 et la crise financière mondiale de 2007 à 2009.

La banque dit que nous en sommes maintenant au quatrième épisode, et leur pronostic n'est pas bon. En fait, ils ont [stigmatisé](#) l'incapacité à gérer correctement la dette mondiale de «*complaisance*» :

L'augmentation de la dette mondiale a déjà été plus importante, plus rapide et plus généralisée depuis la Grande crise financière que lors des trois vagues précédentes. Cela devrait être considéré comme un indicateur avancé de la possibilité des crises financières à venir et ébranler la complaisance qui est évidente dans l'élaboration des politiques macroéconomiques aujourd'hui en ce qui concerne l'augmentation des niveaux de dette publique et privée.

Jim Rickards [pense](#) que le «*déclencheur*» d'une crise de la dette mondiale imminente, si cela se produit, se résumerait aux taux :

Les taux d'intérêt bas facilitent des niveaux d'endettement insoutenables, du moins à court terme. Mais avec tant d'endettement dans les livres, même des augmentations de taux modestes feront exploser les niveaux d'endettement et les déficits alors que de nouveaux emprunts sont recherchés uniquement pour couvrir le paiement des intérêts.

Il pense également que si ces niveaux d'endettement et ces déficits deviennent incontrôlables, il n'en faudra pas beaucoup pour déclencher une crise de la dette sans précédent depuis les années 1930.

Le président de la Banque mondiale, David Malpass, a [sonné](#) une autre alarme si une crise devait survenir : *«Les économies émergentes et en développement sont déjà plus vulnérables sur divers fronts qu'elles ne l'étaient avant la dernière crise.»*

En termes simples, cela signifie une catastrophe pour ces économies si l'économie mondiale est bouleversée. Les effets d'entraînement d'une telle crise toucheraient également [durement](#) l'économie américaine.

Une fois qu'elle aura frappé, aucune quantité de vœux pieux, déni ou ignorance ne fera disparaître ce problème.

Assurez-vous que votre retraite repose sur des bases solides

La dette continuelle, alimentée par la croissance à l'échelle mondiale, a placé l'économie mondiale au *«bord d'une crise de la dette»*, si Jim Rickards finit par avoir raison.

C'est donc le moment idéal pour envisager de fortifier votre propre *«économie»*. L'optimisme du marché est presque toujours poussé jusqu'au point où il est trop tard.

Si vous voulez vous protéger contre cela, n'attendez pas pour commencer à préparer votre plan de sortie. Envisagez d'ajouter des métaux précieux comme l'or et l'argent à vos économies, qui ont tendance à bien fonctionner dans des conditions économiques incertaines.

Birch Gold Group

Traduit par jj, relu par Marcel pour le Saker Francophone

Combien de temps faudra-t-il pour que les États-Unis s'effondrent ?

Par Brandon Smith – Le 3 janvier 2020 – Source [Alt-Market.com](https://www.alt-market.com)



Il existe une multitude de fausses hypothèses sur ce à quoi ressemble l'effondrement d'une nation ou d'un « empire ». Les Américains d'aujourd'hui n'ont jamais vécu ce type d'événement, seulement des crises et

des crashes périphériques. Grâce à Hollywood, beaucoup de gens dans le public ont l'illusion qu'un effondrement se produit du jour au lendemain. Ils pensent qu'une telle chose est impossible de leur vivant, et si cela arrivait, cela se produirait comme dans les films – Ils se réveilleraient simplement un matin et trouveraient le monde en feu. Historiquement parlant, ce n'est pas ainsi que cela fonctionne. L'effondrement d'un empire est un processus, pas un événement.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de moments de choc et d'effroi ; il y en a certainement. Comme nous l'avons vu pendant la Grande Dépression, ou en 2008, le système ne peut être soutenu artificiellement que pendant un certain temps avant que la bulle n'éclate. Dans les cas où la banque centrale est intervenue par le passé, le délai de manipulation est d'environ dix ans entre deux événements, à quelques années près. Pour l'individu moyen, une décennie peut sembler longue. Pour les élites bancaires à l'origine de la dégradation de notre société et de notre économie, une décennie est un clin d'œil.

Entre-temps, les signaux de danger abondent, car les analystes conscients de la situation tentent d'avertir la population de la dégradation sous-jacente du système et de la direction qu'elle prendra inévitablement. Des économistes comme Ludwig Von Mises ont prévu l'[effondrement du mark allemand](#) et ont prédit la Grande Dépression ; presque personne n'a écouté jusqu'à ce qu'il soit trop tard. De nombreux économistes alternatifs ont prédit la crise du crédit et le crash des produits dérivés de 2008 ; et presque personne n'a écouté jusqu'à ce qu'il soit trop tard. Les gens ont refusé d'écouter parce que leur parti pris de normalité a pris le contrôle de leur capacité à raisonner et à accepter les faits qui se présentaient à eux.

Il y a un certain nombre de facteurs qui provoquent une cécité de masse face à la réalité économique et sociale. D'abord et avant tout, les élites de l'establishment créent délibérément l'illusion de la prospérité en truquant les données économiques à la hausse. Dans presque tous les cas de crise économique ou de désastre géopolitique, le public est conditionné à croire [*juste avant, NdT*] que l'économie est en plein « boom » financier ou en pleine ère de « paix ». Il est encouragé à ignorer les signes avant-coureurs fondamentaux en faveur d'une foi insensée dans le système. Les gens qui tentent de briser l'apathie et de dévoiler la vérité sont appelés des « poules mouillées » et des « faiseurs de malheur ».

Dans l'esprit des joyeux lemmings, un « effondrement » est quelque chose de très évident ; ils pensent qu'ils le sauront en le voyant. C'est comme essayer d'enseigner à un aveugle les couleurs ; ce n'est pas impossible, mais il est très difficile de faire comprendre à toutes ces [Helen Kellers](#) que ce qu'elles perçoivent n'est pas la réalité entière. Il y a un vaste monde qui leur est caché et ils n'ont aucune idée de la façon de l'observer.

Les accidents sont comme des étapes dans le processus d'effondrement ; ils créent des moments de clarté pour les aveugles. Cependant, ils sont aussi souvent conçus pour profiter à l'establishment. Il y a une raison pour laquelle les élites mettent tant d'énergie à cacher les vraies données sur l'état de l'économie, et ce n'est pas parce qu'elles essaient d'empêcher le système de vaciller en utilisant l'ignorance pure et simple du public. Plutôt, un crash est un outil, un moyen pour arriver à une fin. Comme le député [Charles Lindbergh Sr.](#) l'a averti après la panique de 1920 :

Avec le Federal Reserve Act, les paniques sont créées scientifiquement. La panique actuelle est la première créée scientifiquement, élaborée comme un problème mathématique...

Les banquiers centraux et leurs cohortes manipulent les données économiques et promeuvent la fausse notion d'un boom avant presque chaque crash majeur parce qu'ils VEULENT tendre une embuscade à la population. Ils VEULENT créer la panique, puis l'utiliser à leur avantage alors qu'ils reconstruisent et font muter le système en quelque chose qui était méconnaissable il y a seulement quelques décennies. Chaque crash consécutif contribue à l'effondrement de l'ensemble, jusqu'à ce que finalement la société que nous avons autrefois ne soit plus qu'un lointain souvenir.

Ce processus peut prendre des décennies, et les États-Unis y sont soumis depuis un certain temps déjà. Une fois de plus, en 2019, nous voyons le mensonge d'un « *boom économique* » se perpétuer dans les médias dominants. Le public est devenu trop conscient du danger et a dû être maîtrisé. Plus précisément, les conservateurs devenaient trop conscients. Ce qui est triste, c'est que la propagande du boom économique est aujourd'hui plus importante chez les conservateurs, qui essaient désespérément d'ignorer les fondamentaux pour tenter de défendre l'Administration Trump.

Les mêmes personnes qui soulignaient la bulle économique sous Obama nient maintenant son existence sous Trump. Trump lui-même a soutenu que les marchés étaient une [dangereuse fraude économique](#) créée par la Réserve fédérale pendant sa campagne, mais une fois en poste, il a fait volte-face et a commencé à s'attribuer tout le mérite de la bulle. Ce qui me sidère, c'est que beaucoup de gens, même dans le Mouvement pour la Liberté, choisissent encore de rejeter ce comportement en faveur du culte de Trump comme une sorte de héros sur un cheval blanc.

Cela ne fait que renforcer ma théorie selon laquelle le système est appelé à connaître un autre accident majeur et que l'effondrement actuel des États-Unis va bientôt s'accélérer. Chaque cas de calamité économique dans l'histoire moderne a été précédé par un pic d'optimisme délirant et aussi un pic d'avidité. Lorsque les personnes traditionnellement les plus vigilantes face à la crise capitulent soudainement et revendiquent la victoire, c'est à ce moment que la réalité frappe le plus fort. C'est alors que l'establishment déclenche une nouvelle démolition contrôlée.

Afin de déterminer la durée de vie d'un empire, il faut tenir compte du programme des élites qui contrôlent ses institutions. Tant qu'elles occuperont des positions clés de pouvoir au sein du système et tant qu'elles pourront y injecter leurs propres politiciens fantoches, elles auront la capacité d'influencer la chronologie de l'effondrement de ce système.

Peuvent-ils prolonger et éviter la crise ? Oui, pendant un court moment. Cependant, une fois que la dynamique d'un crash a été mise en marche, le mieux qu'ils puissent faire est de ralentir le Titanic ; ils ne peuvent pas changer sa trajectoire vers l'iceberg. Et franchement, à ce stade, pourquoi le feraient-ils ? J'entends souvent dire que les élites vont « *faire tourner la planche à billet* » pour maintenir l'économie et qu'elles ne veulent pas perdre leur « *poule aux œufs d'or* » au sein de l'économie américaine. Cela révèle une naïveté chez les sceptiques du véritable programme.

Premièrement, les élites ont une marionnette politique très utile sous la forme de Donald Trump ; il est utile en ce qu'il inspire un déchirement national aigu, et, il est un champion conservateur et nationaliste autoproclamé. Si les élites ne déclenchaient pas un crash sous Trump, alors cela donnerait au public l'impression que les idéaux conservateurs et la souveraineté nationale fonctionnent. C'est le contraire de ce qu'ils veulent. Pourquoi les globalistes qui veulent l'effacement des États-nations et la création d'une « *utopie* » socialiste centralisée chercheraient-ils à donner bonne figure aux conservateurs et aux nationalistes ? Eh bien, ils ne le feront pas.

La seule préoccupation des banques est qu'elles ne prennent pas le blâme alors que leur effondrement artificiel de l'ancien ordre mondial frappe le public avec des conséquences de plus en plus douloureuses. Ces conséquences sont déjà visibles.

Le prochain crash majeur a commencé sous la forme d'une chute des fondamentaux, et beaucoup trop de conservateurs font l'autruche pour prouver égoïstement que la gauche politique a tort. Les baisses dans le secteur manufacturier américain, le fret américain, les exportations et les importations mondiales, les fermetures massives dans le commerce de détail américain, ainsi que les sommets historiques de la dette à la consommation, de la dette des entreprises et de la dette nationale sont mis de côté et rationalisés comme rien de plus que des « *hoquets* » dans une économie par ailleurs en plein essor. Les achats de la Fed sur le marché Repo, qui suivent la demande des entreprises privées pour des liquidités, ne sont pas non plus pris au sérieux.

Les conservateurs et les analystes vont devoir oublier de soutenir Trump, un [mandataire de Rothschild](#), et commencer à reconnaître la réalité une fois de plus. La seule question qui se pose maintenant est la suivante : les élites vont-elles laisser le krach se propager davantage dans la vie réelle et frapper les marchés avant ou après les élections de 2020 ?

Comme nous l'avons mentionné plus haut, pour prédire le moment de l'effondrement d'une nation ou d'un empire, il faut examiner les programmes des élites qui dominent ses institutions. Les déclarations publiques d'organisations globalistes comme le FMI et l'ONU nous donnent une idée du moment choisi. Chacune a annoncé l'année 2030 comme date cible pour la finalisation de la globalisation, d'une société sans cash et des objectifs de durabilité. Cela signifie que les élites ont environ dix ans pour créer une crise et ensuite « résoudre » cette crise avec le globalisme.

Dix ans est une fenêtre étroite, et si les élites ont l'intention que les conservateurs prennent la responsabilité de la prochaine crise, elles devront l'initier rapidement. Ils n'auront peut-être pas le choix de toute façon, car la chaîne des dominos a déjà été mise en branle par la Fed en 2018 avec ses politiques de resserrement des liquidités.

Nous pouvons également évaluer le moment où un effondrement se produit en comprenant les tactiques courantes que l'establishment utilise pour cacher ce qu'il fait. En général, lorsqu'un effondrement est sur le point d'accélérer, les élites utilisent les événements de crise comme couverture pour distraire le public et produire des boucs émissaires. Dans mon article « [Les globalistes n'ont besoin que d'un événement majeur de plus pour finir de saboter l'économie](#) », j'ai décrit trois distractions potentielles qui pourraient être utilisées à court terme, et si l'un de ces événements se produisait, alors les gens devraient surveiller l'effondrement qui s'accélère. Deux de ces événements semblent maintenant imminents : Le premier étant une guerre avec l'Iran, et le second étant un Brexit « sans accord ».

Enfin, nous pouvons prendre en compte la nécessité pour les globalistes d'avoir un bouc émissaire, et il semble que les conservateurs et les nationalistes soient leur cible pour recevoir les blâmes. Cela laisse moins d'un an pour un événement de crise si Trump doit quitter la Maison Blanche en 2020, ou moins de quatre ans s'il doit y rester pour un second mandat. Gardez à l'esprit qu'il peut se passer BEAUCOUP de choses en une seule année, et qu'un second mandat de Trump n'est certainement pas encore garanti.

Mais pourquoi d'abord créer un effondrement ? Les effondrements permettent à l'establishment de consolider le contrôle sur les biens durables, car la pauvreté oblige la population à vendre ce qu'elle possède pour survivre. Cette pauvreté crée également la peur, ce qui rend le public malléable et plus facile à contrôler. Chaque nouvelle crise ouvre la porte à des changements politiques et sociaux, des changements qui se traduisent par moins de liberté et plus de centralisation. L'effondrement est une succession de crashes qui mène à un effacement complet de la société d'origine. Ce n'est pas un événement à la Mad Max, c'est un cancer caché et insidieux qui s'empare du corps national et le déforme en une forme misérable. L'effondrement est complet lorsque la nation se brise ou est si endommagée pendant si longtemps que personne ne peut se rappeler à quoi elle ressemblait auparavant.

Ce que nous voyons aujourd'hui, c'est le début d'un nouvel effondrement, et les phases finales d'un effondrement de notre mode de vie. Le récit du boom économique chez les conservateurs est une farce destinée à nous pousser à la complaisance. La bulle contre laquelle nous nous sommes mis en garde sous l'administration Obama a été crevée sous l'administration Trump. Rien n'a changé en dix ans depuis le krach de 2008, si ce n'est que la motivation pour planquer le krach est en train de disparaître rapidement.

Les crashes sont inévitables, mais l'effondrement n'est possible que lorsque le public est non préparé. Notre civilisation et ses valeurs sont attaquées, mais elles ne peuvent être détruites que si nous restons apathiques à la menace et refusons de nous préparer à les défendre. Nous devons adopter une philosophie de décentralisation. Nous avons besoin d'économies localisées et autosuffisantes, ainsi que d'un retour à une production localisée.

Au-delà, nous devons nous préparer à l'éventualité d'un combat. Le sort de l'économie américaine est déjà scellé, mais les gens qui la détruisent peuvent encore être arrêtés avant qu'ils ne profitent de l'effondrement pour contraindre la société à la soumission. Nous devons offrir la sécurité, nous devons offrir des alternatives au « *nouvel ordre mondial* » et nous devons supprimer définitivement la menace globaliste.

Ne vous y trompez pas, nous vivons un moment historique ; l'issue de l'effondrement dépend de nous et de nos réactions. Ce n'est pas la tâche de la prochaine génération, c'est une tâche pour notre génération. Nous n'avons pas une autre vingtaine d'années pour prendre le danger au sérieux. Les dominos ne tombent pas, ils sont déjà tombés.

Le conflit entre les États-Unis et l'Iran pourrait entraîner un ralentissement de la croissance mondiale, voire une récession

Nouriel Roubini 14 janvier 2020 The Guardian

Les marchés boursiers se trompent en pensant que la dernière menace pour l'économie mondiale a été éliminée



Selon JP Morgan, un conflit qui bloque le détroit d'Ormuz pendant six mois pourrait faire grimper le prix du pétrole de 126%. Photographie : Giuseppe Cacace/AFP via Getty Images

Après l'assassinat par les États-Unis du commandant iranien d'Al-Qods, Qassem Suleimani, et les premières représailles de l'Iran contre deux bases irakiennes abritant des troupes américaines, les marchés financiers sont passés en mode "sans risque" : le prix du pétrole a grimpé de 10 %, les actions américaines et mondiales ont chuté de quelques points de pourcentage et les rendements des obligations de refuge ont baissé. Cependant, à court terme, malgré les risques persistants d'un conflit entre les États-Unis et l'Iran et les implications que cela aurait pour les marchés, l'opinion selon laquelle les deux parties éviteraient une nouvelle escalade a calmé les investisseurs et a inversé ces mouvements de prix, les actions approchant même de nouveaux sommets.

Ce revirement reflète deux hypothèses. Premièrement, les marchés misent sur le fait que ni l'Iran ni les États-Unis ne souhaitent une guerre de grande envergure, qui menacerait à la fois le régime iranien et les perspectives de réélection de Donald Trump. Deuxièmement, les investisseurs semblent croire que l'impact économique d'un conflit serait modeste. Après tout, l'importance du pétrole en tant qu'intrant dans la production et la consommation a fortement diminué depuis les précédents chocs pétroliers, tels que la guerre de Yom Kippour en 1973, la révolution islamique iranienne de 1979 et l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990. En outre, les États-Unis eux-mêmes sont désormais un grand producteur d'énergie, les prévisions d'inflation sont beaucoup plus faibles que dans les décennies précédentes et il y a peu de risques que les banques centrales augmentent les taux d'intérêt à la suite d'un choc pétrolier.

Ces deux hypothèses sont clairement erronées. Même si le risque d'une guerre de grande ampleur peut sembler faible, il n'y a aucune raison de croire que les relations américano-iraniennes reviendront au statu quo ante. L'idée qu'une frappe sans victime sur deux bases irakiennes ait satisfait le besoin de représailles de l'Iran est tout simplement naïve. Ces roquettes iraniennes n'étaient qu'une première salve dans une réponse qui s'accumulera à l'approche de l'élection présidentielle américaine de novembre. Le conflit continuera à se caractériser par des agressions de mandataires régionaux (y compris des attaques contre Israël), des confrontations militaires directes qui ne sont pas une guerre totale, des efforts pour saboter les installations pétrolières saoudiennes et d'autres pays du Golfe, des entraves à la navigation dans le Golfe, le terrorisme international, des cyber-attaques, la prolifération nucléaire et bien d'autres choses encore. Tous ces éléments pourraient conduire à une escalade involontaire du conflit.

De plus, la survie du régime iranien est plus menacée par une révolution interne que par une guerre de grande ampleur. Comme une invasion de l'Iran est peu probable, le régime pourrait survivre à une guerre (malgré une campagne de bombardements aériens très dommageable) - et même en tirer profit puisque les Iraniens se rallient au gouvernement, comme ils l'ont fait brièvement en réponse à l'assassinat de Souleimani. Inversement, une guerre à grande échelle et la flambée des prix du pétrole et la récession mondiale qui s'ensuivraient entraîneraient un changement de régime aux États-Unis, que l'Iran souhaite ardemment. Non seulement l'Iran peut se permettre une escalade, mais il a toutes les raisons de le faire, d'abord par le biais de procurations et d'une guerre asymétrique, pour éviter de provoquer une réaction immédiate des États-Unis.

L'hypothèse sur ce qu'un conflit signifierait pour les marchés est également erronée. Bien que les États-Unis soient moins dépendants du pétrole étranger que par le passé, même une hausse modeste des prix pourrait déclencher un ralentissement ou une récession plus importante, comme cela s'est produit en 1990. Un choc pétrolier augmenterait les profits des producteurs d'énergie américains, mais les bénéfices seraient compensés par les coûts pour les consommateurs de pétrole américains (tant les ménages que les entreprises). Dans l'ensemble, les dépenses privées et la croissance des États-Unis ralentiraient, tout comme la croissance de toutes les grandes économies importatrices de pétrole, notamment le Japon, la Chine, l'Inde, la Corée du Sud, la Turquie et la plupart des pays européens. Enfin, même si les banques centrales ne relèveraient pas les taux d'intérêt à la suite d'un choc pétrolier, elles n'ont pas non plus beaucoup de marge de manœuvre pour assouplir davantage les politiques monétaires.

Selon une estimation de JP Morgan, un conflit qui bloquerait le détroit d'Ormuz pendant six mois pourrait faire grimper les prix du pétrole de 126 %, à plus de 150 dollars (115 livres sterling) le baril, ouvrant la voie à une grave récession mondiale. Et même une perturbation plus limitée - comme un blocus d'un mois - pourrait faire grimper le prix jusqu'à 80 dollars le baril.

Mais même ces estimations ne rendent pas pleinement compte du rôle que jouent les prix du pétrole dans l'économie mondiale. Le prix du pétrole peut monter en flèche bien plus qu'un modèle de base de l'offre et de la demande ne le laisserait supposer, car de nombreux secteurs et pays dépendants du pétrole s'engageront dans la constitution de stocks de précaution. Le risque que l'Iran attaque les installations de production pétrolière ou perturbe les principales voies de navigation crée une "prime à la peur". Par conséquent, même une augmentation modeste du prix du pétrole à 80 dollars le baril entraînerait un épisode soutenu de réduction des risques, les actions américaines et mondiales chutant d'au moins 10 %, ce qui nuirait à la confiance des investisseurs, des entreprises et des consommateurs.

Il convient de rappeler que les dépenses d'investissement des entreprises mondiales ont déjà été fortement réduites l'année dernière, en raison des craintes d'une escalade de la guerre commerciale et technologique entre

les États-Unis et la Chine et de la possibilité d'un Brexit dur. Alors que ces risques - c'est-à-dire la "valeur d'option de l'attente" - s'estompaient, un nouveau risque est apparu. Mis à part l'impact négatif direct de la hausse des prix de l'énergie, la crainte d'une escalade du conflit entre les États-Unis et l'Iran pourrait conduire à une épargne plus prudente des ménages et à une réduction des dépenses d'investissement des entreprises, ce qui affaiblirait encore la demande et la croissance.

En outre, avant même que ce risque n'apparaisse, certains analystes (dont je fais partie) ont averti que la croissance de cette année pourrait être aussi tiède que celle de 2019. Les marchés et les investisseurs attendaient avec impatience une période de politiques monétaires plus souples et la fin des risques liés à la guerre commerciale et à Brexit. De nombreux observateurs des marchés espéraient que le ralentissement mondial synchronisé de 2019 (où la croissance est tombée à 3 %, contre 3,8 % en 2017) prendrait fin, avec une croissance proche de 3,4 % cette année. Mais cette perspective ignorait de nombreuses fragilités restantes.

Aujourd'hui, malgré l'optimisme de Wall Street, même une légère reprise des tensions entre les États-Unis et l'Iran pourrait faire passer la croissance mondiale sous le niveau médiocre de 2019. Un conflit plus grave qui ne déboucherait pas sur une guerre pourrait faire monter les prix du pétrole bien au-dessus de 80 dollars le baril, ce qui pourrait pousser les actions en territoire baissier (une baisse de 20 %) et entraîner un blocage de la croissance mondiale. Enfin, une guerre généralisée pourrait faire passer le prix du pétrole au-dessus de 150 dollars le baril, entraînant une grave récession mondiale et une chute de plus de 30 % des marchés boursiers.

Si la probabilité d'une guerre totale reste faible pour l'instant (pas plus de 20 %, à mon avis), les chances de revenir simplement au statu quo d'avant l'évaluation sont encore plus faibles (disons 5 %). Le scénario le plus probable est que la situation dégénère en une nouvelle zone grise (conflit indirect et affrontements directs n'allant pas jusqu'à la guerre) qui augmenterait le risque d'une guerre de grande ampleur. Dans ce nouveau scénario de référence, la complaisance actuelle du marché paraîtra non seulement naïve, mais aussi totalement délirante. Le risque d'une stagnation de la croissance, voire d'une récession mondiale, est désormais beaucoup plus élevé et ne cesse d'augmenter.

- **Nouriel Roubini** est professeur à la Stern School of Business de l'Université de New York et a été économiste principal pour les affaires internationales au sein du Conseil des conseillers économiques de la Maison Blanche. Il a travaillé pour le FMI, la Réserve fédérale américaine et la Banque mondiale.

La dette des Etats-Unis va engloutir le monde entier

Source: or.fr Le 22 Jan 2020



La situation aux États-Unis n'est pas bonne du tout. Il n'existe pratiquement aucune statistique publiée qui ait quoi que ce soit à voir avec la réalité. **[Le vrai taux de chômage est de 21%](#)**, et non de 3,5%, tel que publié sur **[le site du département du travail américain](#)**. Le PIB, si l'on utilise les chiffres réels d'inflation, est en déclin depuis des années, et les salaires, en valeur réelle, sont en déclin depuis quarante ans. **L'augmentation perçue du niveau de vie n'a été possible que par une augmentation massive de la dette du gouvernement américain.**

La dette du gouvernement américain était de 1.000 milliards de dollars en 1980, 8.000 mille milliards en 2006, lorsque Bernanke est devenu président de la Fed, et elle est maintenant de **[23 200 milliards de dollars](#)** sous la présidence de Jerome Powell, et elle augmente d'au moins 1.000 milliards de dollars par an. **Cela avait pris 230 ans, de 1776 à 2006, pour que la dette des États-Unis atteigne les 8.000 milliards de dollars, et il n'aura fallu que 13 ans pour qu'elle soit multipliée par près de 3 (2,9 fois) . Une réussite étonnante !** Sachez qu'au cours de ses 2 mandats, Barack Obama aura réussi à titre personnel à créer plus de dette que l'ensemble des 43 ex-présidents américains réunis depuis George Washington en 1789. Et cette dette n'inclut pas le passif non capitalisé du gouvernement américain, qui tournent autour de 220.000 milliards de dollars. **Mais quelle personne saine d'esprit pourrait bien croire que les États-Unis se sortiront de ce trou !?**

Et oui, les États-Unis et les autres pays imprimeront des quantités illimitées de monnaie. Mais cette monnaie imprimée n'est que des bouts de papier sans valeur et n'a rien à voir avec la création de richesse. Toute cette impression monétaire ne fera que s'ajouter à cette dette insoutenable et ne créera pas un sou de prospérité. A la place, nous assisterons sans doute à une dépression hyperinflationniste dans plusieurs pays.

Pour les quelques privilégiés qui ont des actifs financiers à protéger, l'or physique entreposé hors du système bancaire devrait constituer la meilleure façon de préserver sa richesse et son pouvoir d'achat.

Un monde assis sur une montagne d'endettement !

Source: or.fr Le 22 Jan 2020



Comment un monde endetté de 250.000 milliards de dollars et nageant dans plus d'1 million de milliards de dollars de produits dérivés sans valeur peut-il s'en sortir ? Évidemment, il ne peut pas, parce que **c'est un monde supporté par des jambes de monnaie de papier sans valeur...** des jambes qui deviennent de plus en plus longues et de moins en moins stables jour après jour, vu que des milliards s'ajoutent à la dette chaque année.

Que ce soit en Europe, aux États-Unis, au Japon ou dans plusieurs autres pays, **la situation est devenue totalement irréparable.** Mais, comme je l'ai dit dans des articles et interviews récents, ce n'est pas seulement que la situation est irréparable, mais il semble que nous soyons à la fin d'un cycle économique qui a débuté à la fin du Moyen-Âge. J'ai déjà écrit à ce sujet, en 2009, dans un article intitulé « **[Les années sombres sont là](#)** ». Les cycles économiques majeurs prennent beaucoup de temps à se développer et, si nous sommes maintenant au

début d'un ralentissement important de l'économie mondiale, les gens qui vivent aujourd'hui ne connaîtront que le tout début de cette baisse. Mais, malheureusement, ce début entraînera des chambardements importants et très déplaisants qui n'épargneront presque personne.

Nous venons de vivre un siècle de fausse prospérité, basée sur de la monnaie imprimée et du crédit. Ces 100 dernières années, nous avons eu la création de la Fed aux États-Unis (une banque centrale appartenant à des banquiers privés, qui l'ont créée et la contrôlent) et du système bancaire fractionnel ([permettant aux banques d'utiliser l'effet de levier de 10 à 50](#)), qui ont fait exploser la dette gouvernementale et créé un marché de produits dérivés de plus d'1,4 million de milliards de dollars. C'est ce qui explique principalement pourquoi l'économie mondiale a pris tant d'expansion, ce dernier siècle et, particulièrement, ces 40 dernières années.

Ces quatre jambes très vacillantes, à savoir: l'impression monétaire des banques centrales – l'usage de l'effet de levier par les banques – les emprunts gouvernementaux – la fabrication de produits dérivés, ont créé un monde de richesse illusoire et de prospérité illusoire. Il y a également une totale absence de valeurs morales ou éthiques. Nous sommes à l'étape finale d'une ère d'extrême décadence, une ère qui, malheureusement, ne peut bien finir, et qui finira mal.

Si les Martiens téléportaient la foule de Davos sur une lune lointaine, qui porterait le deuil et qui applaudirait ?

Charles Hugh Smith 22 janvier 2020
Traduit avec www.DeepL.com/Translator



Le système qui a tant enrichi la foule égoïste de Davos est en train de s'effiloche, et les ajustements technocratiques, le commerce du carbone et le philanthro-capitalisme ne peuvent pas réparer ce qui est cassé.

Expérience de pensée : Si les Martiens téléportaient toute la foule de Davos sur une lune lointaine, qui porterait le deuil et qui applaudirait ? Les amis et les familles des élites disparues pleureraient bien sûr leur téléportation dans une installation martienne sur une lune lointaine, mais qui d'autre que les larbins et les apparatchiks des médias d'entreprise feraient leur deuil ?

Qui applaudirait ? Tous ceux qui sont fatigués de la domination d'une élite qui éclipse le reste d'entre nous par milliards "pour notre propre bien". La foule de Davos se concentre sur le changement climatique parce qu'elle y voit la dernière et la plus grande opportunité d'ajouter plus de milliards à sa valeur nette via l'opération d'écémage connue sous le nom de "Carbon Trading" et le contrôle des vastes flux de capitaux dans les cafouillages du New Green Deal.

Qui applaudirait ? Tous ceux qui en ont assez que la foule de Davos se considère comme "la solution" plutôt que "le problème". La concentration sans précédent de la richesse et du pouvoir entre les mains de quelques-uns

à Davos n'est pas un problème, c'est une "opportunité" car la foule de Davos a une immense confiance dans la bonté et la justesse de son pouvoir et de son contrôle.

La foule de Davos sait ce qui est le mieux pour la planète, alors s'il vous plaît, écarterez-vous et laissez-nous nous occuper du changement climatique, etc. à notre façon, qui se trouve être extraordinairement profitable pour nous. Mais il faut s'y attendre, car nous sommes si intelligents, si travailleurs et si soucieux du bien-être de la planète.

L'arrogance, le moralisme, la fausse sympathie et l'hypocrisie de la foule de Davos sont hors normes. Après avoir dépouillé la Terre et sa main-d'œuvre de leurs milliards existants, ils veulent maintenant ajouter à leurs milliards en "réparant" ce qu'ils ont cassé de la manière la plus rentable possible.

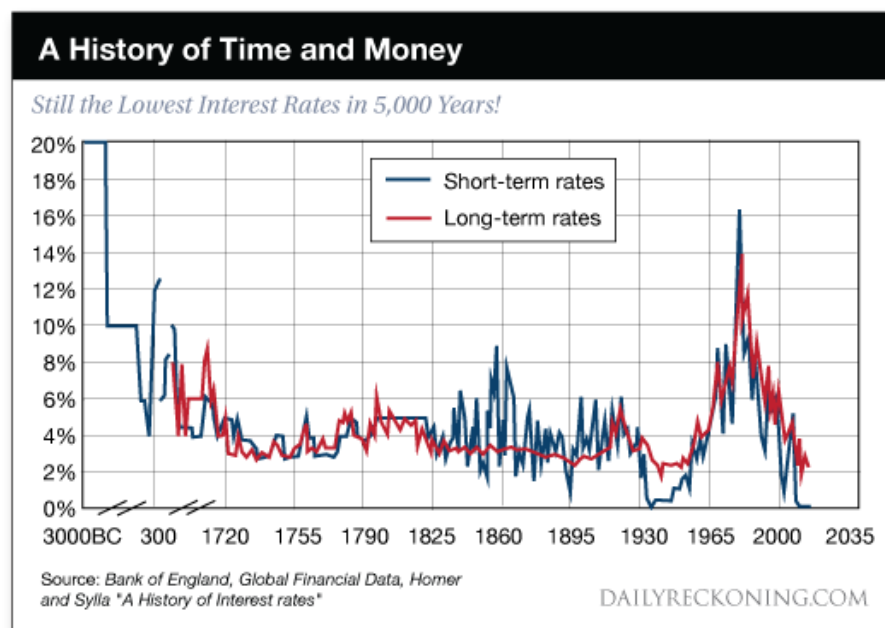
La Foule de Davos est incapable de reconnaître que la concentration sans précédent de la richesse et du pouvoir entre les mains de quelques-uns à Davos est le problème central. L'heureuse couverture de l'exploitation et de la prédation futures est le philanthro-capitalisme, les projets "do-good" qui consacrent le pouvoir des élites et créent un statu quo qui continue à détourner la richesse vers les élites de Davos sous le couvert de la vertu du philanthro-capitalisme.

La foule de Davos et ses vastes armées d'apparatchiks, de crapauds, d'apologues et de larbins technocrates ne comprennent pas pourquoi on applaudirait leur téléportation vers une lune lointaine. Leur droit de seigneur est si évident et si juste que ceux qui en doutent doivent se bercer d'illusions.

L'illusion se trouve à Davos. Le système qui a tant enrichi la foule égoïste de Davos est en train de s'effiloche, et les ajustements technocratiques, le commerce du carbone et le philanthro-capitalisme ne peuvent pas réparer ce qui est cassé.

Non les vrais taux d'intérêt ne sont pas bas, ce sont les faux taux, qui le sont.

Bruno Bertez 22 janvier 2020



Une pièce a toujours deux faces. Le côté « face » que l'on voit et le côté « pile » que l'on occulte.

Le côté face ici c'est la baisse des taux d'intérêt que l'on pourrait qualifier de séculaire. On aurait tort, nous le verrons plus bas.

Le côté pile consiste à voir les taux d'intérêt dans leur fonction actuelle et cette fonction, c'est le coût qu'il en coûte aux gouvernements pour emprunter.

L'endettement de tous les gouvernements et j'ajouterais même de tous les agents économiques est à des records de records historiques. Jamais dans le monde global on a autant recouru à la dette.

Est-ce que cela vous étonne, par conséquent, si face aux records de dettes on trouve un record de baisse des taux d'intérêt, c'est à dire pour parler français un record de baisse des coûts que doivent payer les gouvernements?

Non, nous, cela ne nous étonne pas.

En effet, pour que les gouvernements puissent continuer de s'endetter sans tomber en faillite, il faut que les dettes leur coûtent de moins en moins cher.

La notion actuelle de taux d'intérêt n'a plus aucun rapport avec la notion ancienne.

Les mots et les désignations sont trompeuses, le concept reste, la réalité a glissé sous le concept.

Les taux d'intérêt ne sont plus le point de rencontre de l'offre et de la demande de fonds d'épargne; les Banques Centrales en ont pris le contrôle et ils sont l'opérateur administrant qui dicte sa loi à nos systèmes.

En régime de monnaie de crédit, le taux d'intérêt n'a plus aucun rapport avec ses déterminants traditionnels comme l'épargne ou l'investissement. Il n'a plus de rapport qu'avec ce que Keynes a découvert, à savoir la demande de monnaie, la préférence pour la liquidité, bref, il n'a plus de rapport qu'avec la peur, la frilosité des agents économiques et leur capacité à être des gogos et à se laisser gaver de monnaie de crédit.

« Pandémie et krach boursier ? »

par [Charles Sannat](#) | 22 Jan 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Voilà, c'est la fin du monde. La nouvelle pandémie est là, nous allons tous mourir du nouveau virus chinois. Pensez donc il y a déjà eu 4 morts et des centaines de contaminés dont la majorité semble aller déjà mieux, ce qui est quand même une bonne nouvelle qui peut nous réjouir.

Avant d'analyser avec mes non-compétences médicales cette pandémie, je voulais juste attirer votre attention sur les titres de la presse financière aujourd'hui.

Si les marchés baissent et ils baissent, ce n'est pas parce que :

1/ Les taux d'intérêt sont devenus négatifs comme la croissance négative elle aussi, ce qui est un non-sens économique vous l'aurez compris et qui justifie à lui seul un énorme krach.

2/ Les dettes mondiales atteignent 250 000 milliards de dollars... ne me demandez pas comment écrire ce chiffre, vous vous amusez à le faire et à compter le nombre de zéros nécessaires dans les commentaires ci-dessous ce qui nous promet une bonne rigolade collective. Ce chiffre justifie à lui seul un énorme krach.

3/ Les banques centrales impriment des milliards d'euros et de dollars chaque jour pour permettre d'éviter l'effondrement, et ces politiques très complexes d'impression monétaires portent le nom très pompeux de « quantitative easing » ou assouplissement quantitatif. Rien que ces chiffres justifient à eux seuls un énorme krach

Les marchés baissent parce que Wuhan éternue...

Vous savez, je ne suis plus un petit perdreau de l'année, ni un petit lapin de 6 semaines.

J'ai vécu de mes yeux vus la grippe mexicaine de 2009. Il y a 11 ans. A l'époque les taux de mortalité en début d'épidémie au Mexique semblaient alarmants. Puis finalement, ce fut cette année-là qu'il y eut le moins de morts par la grippe en France. Les marchés ne baissèrent pas d'un iota en raison de cette épidémie. Au contraire, 2009 fut une année de progression pour le CAC 40 après une purge monumentale entre 2007 et... 2009 !

Puis la grippe mexicaine est devenue grippe porcine, puis comme il ne fallait incriminer ni les porcs, ni les Mexicains, les uns et les autres n'ayant aucun lien entre-eux évidemment, cette pandémie mondiale devint la grippe H1N1.

Alors pourquoi cette épidémie de coronavirus inquiète autant les marchés ? Mystère et boule de gomme. Cela devrait être bon pour les actions des laboratoires pharmaceutiques et des fabricants de masques. On vend aussi du désinfectant en plus, et plus de gaz de type oxygène dans les hôpitaux du monde entier.

Bon, cela risque d'affaiblir les compagnies aériennes, mais que voulez-vous, il faut démondialiser, et donc décarbonner le transport aérien. Rien de tel qu'un petit virus pour faire patiner le secteur de l'aérien, et comme Boeing ne vend déjà plus d'avions, cela ne changera pas grand chose.

Alors pourquoi les marchés baissent-ils pour si peu ?

Il y a deux solutions.

Soit les marchés baissent parce qu'ils sont à des niveaux stratosphériques et comme prévu et expliqué dans plusieurs articles et vidéos, il faut un prétexte à une correction entre les mois de janvier et février, et cette épidémie est toute trouvée puisque pour le moment Trump n'a pas encore voulu atomiser l'Iran et tuer des millions d'Iraniens (ce qui est une bonne chose). Espérons que ce soit cette raison somme toute assez simple qui fait baisser les marchés.

Soit, les marchés, ou certains grosses mains savent quelque chose que nous ignorons et disposent de plus d'éléments sur la dangerosité de cette épidémie, sur la gravité ou encore sur les taux de mortalité et de

transmission et savent que l'économie mondiale risque d'être profondément désorganisée dans les mois qui viennent. Espérons que ce ne soit pas la raison.

Dans tous les cas, la baisse des marchés pour une telle cause, à savoir une épidémie à Wuhan, ville de 11 millions d'habitants et similaire en gravité à ce que nous avons avec le SRAS ou le MERS, sans même parler des épidémies récentes d'Ebola en Afrique, est assez surprenant.

Jamais une épidémie n'a provoqué de réactions négatives sur les marchés financiers.

Jamais.

Ni H1N1, ni SRAS, ni Ebola, ni MERS n'ont fait bouger les marchés d'un iota...

Chérie ?

Chérie ?

Tu es ou ?

A la cave ?

Tu te souviens où j'ai rangé les boîtes de Tamiflu millésime 2009 ? On va peut-être en avoir besoin.

En attendant, je me demande ce qu'ils savent que nous ignorons...

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Vers le revenu universel (de la misère) pour tous

Revenu universel : le futur dispositif qui remplacera le RSA devrait intégrer les jeunes...

Revenu universel autour duquel les concertations se poursuivent et pour lequel rien n'est encore arrêté.

Revenu universel qui sera mis en place au cœur de la future campagne présidentielle de 2022 afin de « socialiser » le marketing du futur candidat-président Emmanuel Macron...

Le revenu universel pose un véritable sujet, celui de la répartition de la richesse, et de la lutte contre la pauvreté. Pour autant, la misère n'est pas que financière, la misère est un ensemble de misères qui s'additionnent et contre lesquelles on ne lutte pas uniquement en donnant une petite soulte mensuelle.

Le débat sur le revenu universel est essentiel, et ma conviction c'est qu'il vaudrait mieux aller vers un droit opposable au travail et un travail pour tous ce qui est largement réalisable.

Pour aller plus loin et alimenter votre réflexion sur ce sujet voici plusieurs articles à lire ou à relire.

Charles Sannat

Petits comptes en pointillés de la transition écologique

François Leclerc 21 janvier 2020 Décodages.com

Les financiers, qui ne perdent pas le Nord, n'ont plus que le « Green Business » à la bouche, nous rendant à juste titre suspicieux sur leurs intentions pour en avoir tant vu. Les anglophones parlent à ce sujet de « greenwashing », c'est à dire de mascarade écologique. Vont-ils vraiment nous tirer une grosse épine du pied ou bien profiter d'un label sollicité sans discernement ? Ce nouvel épisode de la finance ressemble un peu trop à une tentative d'en redorer le blason.

En attendant, il va falloir trouver des capitaux qui font défaut dans les caisses publiques. La Commission européenne l'a pris en compte avec son plan de financement de la transition écologique de mille milliards d'euros sur dix ans, dont l'objectif déclaré est de soutenir l'investissement privé pour une part non précisée, laissant dans le flou le montant de l'argent public qui y sera consacré.

En ces temps de disette forcée, il se confirme que la BCE pourrait être mise à contribution. Tel est le sens d'une étude conjointe d'une centaine de pages de la Banque des règlements internationaux (BRI) et de la Banque de France, intitulée de manière elliptique « the Green Swan Commission » (le cygne vert). Une référence à la théorie de Nassim Nicholas Taleb selon laquelle des événements rares comme le sont les cygnes noirs peuvent avoir des conséquences considérables. Avec comme sous-titre qui annonce la couleur : « Banque centrale et stabilité financière à l'ère du changement climatique ».

« Le changement climatique pose de nouveaux défis aux banques centrales, aux régulateurs et aux autorités de surveillance », constate la présentation de l'étude qui examine « ces nouveaux risques dans le cadre du mandat de stabilité financière des banques centrales ». Une fois de plus, elles devraient avoir à pénétrer dans des territoires inconnus, comme elles l'ont fait avec la politique monétaire non conventionnelle de la dernière décennie. Une combinaison de politiques appropriées (policy mix) est recherchée, et il est préconisé le développement de nouveaux mécanismes financiers.

Ainsi, les banques centrales pourraient être amenées à acheter massivement des actifs soudainement dépréciés à la suite d'un changement de politique des États liés au climat. Dit autrement, elles absorberaient les pertes. Il y aura certainement de quoi faire pour éviter l'écroulement du système bancaire, car selon un document de Greenpeace publié à l'occasion du Forum de Davos, dix mégabancs ont à elles seules financé le secteur des énergies fossiles à hauteur de 1.000 milliards de dollars entre 2015 et 2018.

Ce type de contribution ne sera suffisante, car les mirifiques mille milliards de la Commission ne font pas le compte, vu sa propre estimation des besoins financiers de la transition écologique qu'elle chiffre elle-même à 260 milliards d'euros annuels, soit 2.600 milliards sur dix ans !

Hier vilipendée en raison de ses conséquences inflationnistes, la création monétaire des banques centrales va-t-elle rentrer en grâce pour la bonne cause ? Les mauvais esprits auraient beau jeu d'y trouver confirmation que le capitalisme financier ne peut désormais se passer de leur assistance. Un indéniable autre aspect de sa mutation après la forte concentration du pouvoir aux mains de quelques fonds d'investissement.

Cette évolution ne va pas aller sans mal, à entendre Donald Trump qui a appelé à Davos à « rejeter les éternels prophètes de malheur et leurs prévisions d'apocalypse », opposant son optimisme à tout crin au pessimisme de Greta Thunberg qui s'était exprimée avant lui.



Marchés : les robots sont aux commandes ! (2/2)

Les robots de trading sont stupides... mais ce n'est pas pour autant qu'ils ne sont pas dangereux. Ne vous fiez pas aux algos...



Les robots prennent les commandes des marchés boursiers, [comme nous l'avons vu hier](#). Si vous voulez survivre, et même prospérer sur ces marchés, vous devez savoir comment les robots sont programmés, comment ils fonctionnent et, surtout, vous devez les prendre à leur propre jeu.

Les marchés ne font plus intervenir des humains face à d'autres humains. Ni même des humains face à des robots. Les marchés mettent des robots face à face.

Cependant, une niche subsiste, pour les humains capables de comprendre les algorithmes et de prendre de vitesse les machines en toute égalité. Les robots sont peut-être moins chers, plus rapides et plus efficaces que les humains. Mais ils ne sont pas plus intelligents...

... Et c'est là que vous avez l'avantage.

Un animal domestique est plus intelligent qu'un robot

Si vous voulez prendre les robots à leur propre jeu, il est crucial de comprendre leur fonctionnement.

Il se dit tout et n'importe quoi sur la façon dont les robots travaillent à un rythme se mesurant en nanosecondes, armés d'une puissance de calcul sans précédent, de leur capacité de lire des millions de pages en temps réel, quasiment, et de réseaux densément configurés, à tel point qu'on perd facilement de vue un fait qui a son importance : les robots sont stupides.

En fait, les robots ne sont pas du tout « intelligents » au sens naturel du terme. Ils sont limités par leurs algorithmes. Les algorithmes sont limités par ceux qui rédigent le code. Et ces codeurs sont souvent retranchés dans un petit bureau de la Silicon Valley ou de Jersey City dans le New Jersey (une adresse à Wall Street coûtant trop cher, pour eux).

Les codeurs sont souvent de jeunes ingénieurs résolument brillants mais ne connaissant rien au fonctionnement de Wall Street. Ces codeurs font ce que leur disent des personnes plus expérimentées au sein des banques d'investissement et des *hedge funds*, mais ces dernières ont elles-mêmes des idées fausses concernant les dynamiques du système animant les séries temporelles des cours.

Concepts erronés sur marchés irrationnels

Ceux qui dirigent la production des algorithmes s'accrochent à des concepts tout simplement erronés, tels que la distribution normale, le retour à la moyenne, l'efficacité des marchés, les taux dénués de risques et la liquidité.

Les séries temporelles des cours ne sont pas distribuées selon la loi normale (courbe en forme de cloche, centrée sur une moyenne). La distribution des degrés est une courbe suivant une loi de puissance (énormément d'acheteurs veulent profiter d'un prix bas, mais presque aucun d'un prix haut).

Les cours ne retournent pas à la moyenne : ils sont soumis à des hauts et des bas extrêmes et à des changements de paradigme (vous rappelez-vous de l'époque où la livre sterling valait 2,80\$? Moi, oui).

Les marchés ne sont pas efficaces : ils sont au mieux émotifs, et au pire irrationnels. Les titres dénués de risques n'existent pas. Les bons du Trésor ont perdu 98% de leur valeur depuis 1971, par rapport à l'or. Ce n'est pas un risque, ça ?

La liquidité est là quand vous n'en avez pas besoin, et elle disparaît quand vous en avez besoin.

Si les suppositions de paradigme sont toutes fausses, alors il y a 100% de chances que les modèles le soient aussi. Les résultats produits par les modèles ont peu de rapport avec la réalité. Si l'on ajoute une science erronée à l'inexpérience, cela produit des algorithmes tout simplement stupides.

... Mais ce n'est pas parce que les algorithmes sont stupides qu'ils ne sont pas dangereux. Car ils le sont. Le danger, c'est le fait qu'un tel nombre de décisions de trading repose sur eux, et que des milliers de milliards de dollars de capitaux d'investissement suivent aveuglément.

Guerre commerciale et représailles

rédigé par [Bill Bonner](#) 22 janvier 2020

La guerre commerciale a des répercussions sur l'économie américaine – et pas celles espérées par les autorités.



La Chine et les Etats-Unis ont signé une trêve dans la guerre commerciale mercredi dernier. Presque. En quelque sorte.

CNBC :

« Certes, l'accord ne supprime pas les taxes douanières US existantes sur les importations chinoises, et laisse en suspens des questions sur la manière dont les termes de l'accord seront appliqués. L'accord est également considéré comme 'fragile' par certains analystes, selon qui des taxes supplémentaires pourraient encore être mises en place. »

Mais « presque » et « en quelque sorte » – plus 142 Mds\$ supplémentaires de la part de la Réserve fédérale lundi et mardi derniers – c'est tout ce dont les investisseurs avaient besoin pour faire grimper le Dow Jones au-delà des 29 000 points.

Comme prévu, Le Donald n'est pas allé jusqu'à la guerre commerciale totale... il y avait trop en jeu – et notamment le plus important de tout : une élection.

Et comme attendu, après le bruit et la fureur, pas grand'chose ne change vraiment – sinon que l'économie s'affaiblit et que le marigot (maintenant que les autorités gèrent le commerce en plus de tout le reste) se fait plus profond.

Retournement de situation

Selon les estimations de Moody's Analytics en septembre 2019, le total des pertes d'emplois US dues à la guerre douanière se monte à 300 000. Et selon les conclusions d'un rapport de la Fed, la guerre commerciale s'est retournée contre ses instigateurs :

« Une caractéristique-clé de notre analyse est de comptabiliser les multiples façons dont les taxes douanières peuvent affecter le secteur manufacturier, notamment la protection des secteurs nationaux, l'augmentation des coûts pour les produits importés et les dommages à la compétitivité sur les marchés étrangers suite à des représailles douanières.

Il apparaît que les secteurs manufacturiers US plus exposés à une augmentation des taxes douanières subissent des réductions de l'emploi [...]. Les hausses des taxes douanières sont également associées à des augmentations des prix à la production par le biais de la hausse des coûts d'intrants. »

Mais il faut le reconnaître : peu importe combien une idée est crétine, M. Trump s'y accroche comme un chien à un os...

La fin d'un empire

Un article du *Wall Street Journal* la semaine dernière indiquait que Trump envisageait encore des taxes douanières de 100% sur les vins et les produits de luxe français, en représailles contre le gouvernement Macron, qui menace de taxer de 3% les grandes sociétés d'e-commerce travaillant en France. (Ces menaces sont suspendues depuis hier, après l'entrevue entre Donald Trump et Emmanuel Macron lors du Forum de Davos.)

Un autre article encore nous dit que l'équipe Trump a menacé d'imposer une taxe douanière de 25% sur les automobiles européennes, histoire de punir l'Union européenne parce qu'elle fait commerce avec l'Iran.

En d'autres termes, les guerriers commerciaux US n'ont pas seulement pour objectif d'empêcher les Américains de faire affaire comme ils le souhaitent – mais aussi les Allemands et les Italiens.

Dans le même temps, Peter Navarro, l'économiste fêlé du président, affirme – là encore dans le *Wall Street Journal* – que les taxes douanières sont un excellent ajout à l'arsenal de petite brute assemblé par les Etats-Unis... et qu'elles ont besoin d'être « équitabement mises à l'épreuve » :

« L'économie reste solide, les salaires continuent de grimper et l'inflation reste modérée. Pourquoi les prévisionnistes pessimistes se sont-ils autant trompés ? »

Les Français ont dû poser la même question en 1812, lorsque les troupes de Napoléon sont arrivées à Moscou. Bonaparte tentait de gagner une guerre commerciale en forçant la Russie à cesser de faire affaire avec l'Angleterre. Et tout semblait aller si bien !

Nous ne prenons pas cela personnellement, ceci dit. Mais les problèmes ne débarquent pas exactement de l'avion de 16h15 en provenance de Montréal, cherchant quelqu'un qui tient à la main une pancarte « pessimiste ». Ils se glissent plutôt discrètement aux frontières.

Et les pessimistes ont toujours tort... jusqu'à ce qu'ils aient soudain raison.

La Grande armée a traversé le Niémen et envahi la Russie. Ses 400 000 soldats astiqués de frais ont défilé en bon ordre – jusqu'à Moscou.

Mais lorsque les survivants ont enfin traversé la Bérézina lors de leur retraite vers la France, ils n'étaient plus que 27 000 – frissonnants, affamés et mourant rapidement. L'empire napoléonien est mort avec eux.

Mais revenons-en à notre propre situation...

Prochain arrêt : Moscou

Hier, nous avons exploré [les raisons pour lesquelles l'inflation est inévitable](#). Nous avons terminé en reprenant les économistes grand public et autres idiots qui pensent que la Fed a fait le bon choix le 17 septembre 2019.

A cette date, la Fed a traversé son propre Niémen, mettant fin à son programme de « normalisation » modérée, timide et hésitante... et envahissant les marchés avec près d'un demi-million de nouveaux dollars fraîchement équipés.

L'argent est allé sur le marché des *repos*, pour y financer les excès de dépenses du gouvernement fédéral américain.

Nous avons également constaté que les autorités vont devoir refinancer – « rouler » – 6 000 Mds\$ de financement de court terme sur les six prochains mois.

Maintenant que les étrangers ne sont plus vraiment partants pour acheter des obligations d'Etat US, il n'y a aucun moyen de financer honnêtement une telle somme. La Fed va devoir « imprimer » plus d'argent. Pour marquer le rythme, lundi et mardi dernier, elle a rajouté les 142 Mds\$ mentionnés précédemment à la masse monétaire américaine.

Comme l'a expliqué Luke Gromen – cité dans la *Chronique* d'hier –, il n'y a pas d'autre choix acceptable. Si la Fed n'était pas montée au créneau quand elle l'a fait... la ligne de défense, clairesmée et affaiblie, aurait cédé.

Les actions se seraient alors effondrées. Le marché obligataire et l'économie mondiale se seraient désintégrés. Le secteur immobilier aurait été laminé. Cela aurait été comme en 2008, en d'autres termes – en bien pire.

Les investisseurs boursiers américains, par exemple, ont gagné quelque 20 000 Mds\$ sur les 10 dernières années. Supprimez le soutien de la Fed, et la majeure partie de cet argent disparaîtrait en quelques minutes.

Une fois encore, les pessimistes prédisent un désastre... et votre correspondant en fait partie.

A Moscou !